



LE MAGAZINE
DE LA PROFESSION
COMPTABLE

WWW.IFEC.FR
3^e TRIMESTRE 2012
N° 50

ifecmag



L'invité



**L'IFEC
ET ALAN
FUSTEC
PUBLIENT
LEUR LIVRE BLANC**

Actualité du syndicat



**CONGRÈS
2012 : UN
SYNDICAT
RESPONSABLE**



Dossier

**COMMISSARIAT
AUX COMPTES :
BILAN ET
PERSPECTIVES D'AVENIR**

PROTECTION SOCIALE RETRAITE ÉPARGNE DE L'ENTREPRENEUR

“
Avec le conseil de
votre expert-comptable.
”

(aprei
AGISSONS POUR L'ENTREPRENEURIAT INDIVIDUEL

Créée en 1994 par la Profession Comptable, l'association compte plus de 12 000 adhérents. Elle a pour vocation de promouvoir l'entrepreneuriat individuel et de mettre en oeuvre des solutions de protection sociale et de placements, en faveur du chef d'entreprise, conseillées par les experts-comptables.

Pour toute information : contact@aprei.fr - Tél : 01 42 56 83 07
APREI - 139, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS



page **13**

Actualité du syndicat
SPÉCIAL CONGRÈS 2012

CONGRÈS 2012 : UN SYNDICAT RESPONSABLE



LE DOSSIER

COMMISSARIAT AUX COMPTES : BILAN ET PERSPEC- TIVES D'AVENIR

page **23**



page **40**

International

REFM : LE TRAIT D'UNION DES PROFESSIONNELS DES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE

SOMMAIRE

Éditorial

Françoise Savés
Page 5

L'invité

Alan Fustec
Page 6

Actualités politiques et économiques

Élections à l'Ordre des Experts-
Comptables : 33 propositions pour une
profession ambitieuse
Page 8

Élections dans les 33 CRCC :
l'IFEC pour une profession forte et unie
Page 10

Actualité du syndicat SPÉCIAL CONGRÈS 2012

Congrès 2012 : un syndicat
responsable
Page 13

7 motions adoptées lors du 26^e congrès
Page 14

Thierry Onno
L'IFEC doit être un accélérateur
Page 15

Un village parisien qui favorise l'échange
Page 16

50 ans, quels talents !
Page 19

Un congrès responsable, convivial
et innovant
Page 20

Formation

Lionel Escaffre
Les homologations :
un gage de qualité pour vos cabinets
Page 23

Véronique Fabrega
L'audit du cycle social par le Commissaire
aux comptes
Page 23

Nadine Thuleau
Blended learning : combiner les
techniques pour optimiser
l'apprentissage
Page 24

La Parole aux Commissions

Sébastien Fernandez
Auto-entrepreneurs, un marché à
conquérir
Page 25

Florent Burtin
7^e salon de la transmission de cabinets
Page 26

Hélène Morati
Réseaux sociaux numériques dans
l'exercice professionnel : mode d'emploi
Page 29

Frank Bergeron
Rentrée sociale
Page 30

Profession d'avenir

Mathieu Thiersé
Une rentrée très active
Page 32

Boris Sauvage

Quelle évolution pour le marché
de la transmission de cabinets ?
Page 33

Elections

Modalités des élections à l'Ordre
et à la Compagnie
Page 34

Le blog élections 2012 de l'IFEC :
www.ifec2012.com
Page 35

La vie des sections

Nadine de Lhopital
En région : les événements de la rentrée
Page 36

International

Hilaire Tcheuchou
La ZACPCA : à terme, un pont entre les
professionnels de tous les continents
Page 39

Alexandre Touami
REFM : le trait d'union des professionnels
des deux rives de la méditerranée
Page 40

Algérie, Tunisie, France : construire
demain avec notre histoire commune
Page 41

Hommage

Carnet
Page 42

IFECMAG
N° 50 - 3^e trimestre 2011

est édité par l'Institut
Français des Experts-
Comptables et des
Commissaires aux
Comptes
139, rue du Faubourg
Saint-Honoré
75008 Paris.
Tél. : 01 42 56 49 67
Fax : 01 42 25 52 61
E-mail : ifec@ifec.fr
www.ifec.fr

Directeur de
la publication
Françoise Savés

Rédactrice en chef
Bernadette Fulton

Coordination
du numéro
Henriette de Talhouët
Lucile de la Reberdière

Photos du Congrès
Aurélien Coudière

Illustration de couverture
Bruno Bayol

Publicité
Bernadette Fulton
Tél. : 01 42 56 49 67

Conception et réalisation
OHMYPROD
21, rue du Château
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : 09 81 17 44 45

Impression
Presses de Bretagne

ISSN N° 2109-196X



La certification PEFC
signifie que le bois
et le papier qui en
découle, utilisé pour
cette publication,
provient de forêts
gérées durablement,
appropriées sur le plan
environnemental et
bénéfique sur le plan
social. Le papier PEFC
comprend plus de 70%
de fibres certifiées.

Venez échanger
avec nos
candidats au
Congrès de
l'Ordre les 3, 4 et 5
octobre 2012
au Palais des
Congrès (Paris) :
STAND N° P46 !

L'IFEC
part en campagne !
42 villes , 42 dates

Retrouvez les dates sur :
www.ifec2012.fr



NOS CANDIDATS VIENNENT À VOTRE RENCONTRE !

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES « Pour une profession ambitieuse ! »

OÙ ?

Poitiers	Mardi 9 octobre
Orléans	Mercredi 10 octobre
Angers	Jeudi 11 octobre
Nantes	Jeudi 11 octobre
Besançon	Mardi 16 octobre
Dijon	Mardi 16 octobre
Reims	Mercredi 17 octobre
Bordeaux	Lundi 22 octobre
Pau	Lundi 22 octobre
Toulouse	Vendredi 12 octobre
Montpellier	Mercredi 24 octobre
Strasbourg	Jeudi 25 octobre
Nancy	Jeudi 25 octobre
Marseille	Lundi 5 novembre
Ajaccio	Mardi 6 novembre
Nice	Mardi 6 novembre
Lyon	Mercredi 7 novembre
Chambéry	Mercredi 7 novembre
Paris	Jeudi 8 novembre
Amiens	Vendredi 9 novembre
Lille	Vendredi 9 novembre

QUAND ?

Mardi 9 octobre
Mercredi 10 octobre
Jeudi 11 octobre
Jeudi 11 octobre
Mardi 16 octobre
Mardi 16 octobre
Mercredi 17 octobre
Lundi 22 octobre
Lundi 22 octobre
Vendredi 12 octobre
Mercredi 24 octobre
Jeudi 25 octobre
Jeudi 25 octobre
Lundi 5 novembre
Mardi 6 novembre
Mardi 6 novembre
Mercredi 7 novembre
Mercredi 7 novembre
Jeudi 8 novembre
Vendredi 9 novembre
Vendredi 9 novembre

Rouen	Lundi 12 novembre
Caen	Lundi 12 novembre
Rennes	Mardi 13 novembre
Limoges	Mercredi 14 novembre
Clermont Ferrand	Mercredi 14 novembre

PARIS : 5 dates à venir !

COMMISSARIAT AUX COMPTES

« Pour une profession forte, une compagnie déterminée au service de tous »

OÙ ?

Aix/Marseille	Mercredi 12 septembre
Rennes	Lundi 17 septembre
Lyon	Mardi 18 septembre
Chambéry	Mardi 18 septembre
Paris	Mercredi 19 septembre
Dijon	Jeudi 20 septembre
Caen	Lundi 24 septembre
Rouen	Lundi 24 septembre
Amiens	Mardi 25 septembre
Lille	Mardi 25 septembre
Nice	Mardi 11 septembre

QUAND ?

Mercredi 12 septembre
Lundi 17 septembre
Mardi 18 septembre
Mardi 18 septembre
Mercredi 19 septembre
Jeudi 20 septembre
Lundi 24 septembre
Lundi 24 septembre
Mardi 25 septembre
Mardi 25 septembre
Mardi 11 septembre

AGENDA

Ne manquez pas les prochains mardis de l'IFEC !

20/09/2012 **En Dauphiné-Savoie**

20/09/2012 **En Lorraine**

25/09/2012 **En Alsace**

25/09/2012 **En Bretagne**

25/09/2012 **À Paris Île-de-France**

26/09/2012 **En Languedoc-Roussillon**

27/09/2012 **En Lorraine**

09/10/2012 **En Nord-Pas-de-Calais**

16/10/2012 **En Poitou-Charentes-Vendée**

23/10/2012 **En Poitou-Charentes-Vendée**

Développement des missions du CAC

Développement des missions du CAC

Comment appréhender les questions Sociales & RH au sein du cabinet, en tenant compte de la Convention Collective ?

Développement des missions du CAC

Retraite et Prévoyance avec la CAVEC

Les Relations EC / CAC dans les PME

Développement des missions du CAC

L'Audit du Cycle Social.

La garantie de passif, quelles solutions pratiques pour nos clients ?

L'actualité du Crédit Impôt Recherche

LE 22° CHALLENGE VOILE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES, organisé par l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Poitou-Charentes-Vendée, s'est déroulé les 30, 31 août et 1^{er} septembre à La Rochelle en présence de nombreuses personnalités de la profession qui ont profité de ce moment pour partager un moment de convivialité. L'IFEC s'est classé 2^e avec 3 novices sur 7 voiliers !



CJEC - ANECS : 4^E RALLYE DES INSTANCES

Le 16 juin 2012, une vingtaine de jeunes professionnels de l'ANECS et du CJEC sont venus rencontrer les élus de l'IFEC lors du 4^e Rallye des Instances. Le principe est simple : les jeunes viennent littéralement chercher le dialogue en se déplaçant dans les lieux qui font la profession : les instances nationales et locales et les deux syndicats. Philippe BONNIN et Denis BARBAROSSA ont présenté les enjeux de la profession :

- le saut technologique (adopter les outils du cloud pour plus de services et collaboratif),
- le saut culturel (RSE, entrepreneuriat),
- et le choc intergénérationnel (attractivité, notamment),

développés dans les actions du syndicat. Les Présidents ANECS Paris IdF Magalie POIET et CJEC Paris IdF Fabien NAVARRO, accompagnés de Jean-Christophe FORESTIER (VP CJEC Paris IdF) ont ensuite ouvert le débat... et l'apéritif qui a permis de nombreux échanges entre étudiants, stagiaires, mémorialistes, diplômés, jeunes et moins jeunes installés. C'est ça aussi l'esprit IFEC !



L'IFEC EST DÉSORMAIS SUR WIKIPEDIA : <http://fr.wikipedia.org/wiki/IFEC>

POUR UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE BASÉE SUR LES IDÉES D'AVENIR !



Automne 2012, une période électorale s'ouvre : 33 Compagnies Régionales de Commissaires aux comptes et 23 Conseils Régionaux de l'Ordre des Experts-comptables. Et déjà de nombreux professionnels s'interrogent sur la guerre des fax et des mails, voire des SMS, qui viennent encombrer leur quotidien pour d'éternelles querelles, souvent bien loin de leurs réalités.

La rentrée 2012 se fait sur fond de crise économique et nous sommes tous conscients que rien ne sera comme avant, qu'un monde nouveau est en train de naître sous nos yeux, qu'il est impératif de le construire ensemble et rapidement.

En tant que responsable d'une organisation syndicale, je souhaite que seuls des débats constructifs trouvent leur place et que l'intérêt général prévale à toute autre considération. Projets contre projets, visions, valeurs...

“

« Tout ce qui peut être fait un autre jour, le peut être aujourd'hui. »

Montaigne

C'est pourquoi, il y a maintenant près d'un an, étant investie par le Conseil Syndical de l'IFEC pour conduire une liste de rassemblement et d'ouverture au Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-comptables, j'ai ouvert un blog pour exprimer mes

convictions et échanger : www.francoisesaves.fr.

Avec suffisamment de recul, à mon rythme, loin de toute agitation électorale, j'ai exprimé mes idées et mon projet pour une profession qui m'a beaucoup apporté et à qui j'ai envie de rendre au moins autant que ce j'ai reçu. En juillet, j'y ai publié ma profession de foi, ainsi que le programme issu des travaux d'un groupe de réflexion que j'avais réuni autour de moi depuis le mois de janvier.

33 propositions pour une profession ambitieuse résultent ainsi de l'analyse précise menée par ce groupe représentatif de toutes les tailles de cabinets,

de tous les modes d'exercice et de toutes les générations en activité.

Les idées et le projet sont là. Mais une campagne c'est aussi venir vers vous pour vous convaincre du bien fondé de ces propositions et écouter votre avis, vos critiques, vos désirs pour « ajuster le tir ». C'est ce que je vais faire durant ces trois mois avec les rencontres régionales, 42 villes – 42 dates. Je forme le vœu que vous trouviez une ou deux heures pour venir échanger.

En attendant pourrions-nous échapper aux fax polémiques inutiles et ravageurs qui ont émaillé la campagne de 2008 ? Je le souhaite vivement et je m'engage à faire le nécessaire pour l'éviter.

Les Commissaires aux comptes sont aussi en campagne. C'est pourquoi, le dossier central de ce numéro leur est dédié « CAC : Bilan et perspectives », ainsi qu'un cahier pratique « CAC 2012 » en libre téléchargement sur le site de l'IFEC, pour que chacun puisse apprécier les fruits d'une mandature IFEC à la tête de la Compagnie Nationale.

Bien que vous ayez, je le sais, une rentrée chargée, aux côtés de vos clients en difficulté ou simplement inquiets, la lecture de ces publications vous permettra de déterminer sereinement vos choix dans les échéances électorales imminentes.

Merci de votre participation au vote, elle est majeure car vous devez être acteur de votre avenir professionnel. Merci pour le soutien que vous apporterez à nos candidats régionaux ; retrouvez-les tous sur le blog électoral www.ifec2012.fr.

Françoise Savés
Présidente Nationale

L'IFEC INTENSIFIE SA POLITIQUE



Alan Fustec
Président
fondateur de
Goodwill
Management
et auteur
du Livre Blanc
RSE

L'IFEC, depuis plusieurs mois, sensibilise les Experts-comptables et les Commissaires aux comptes sur le rôle qu'ils doivent jouer dans la prise de conscience collective de ce défi d'avenir audacieux. Dans le prolongement de son partenariat avec le label RSE de référence LUCIE, la Commission Responsabilité Sociale des Entreprises et Innovations a publié un Livre Blanc écrit par **Alan Fustec, Président fondateur de GOODWILL MANAGEMENT et auteur d'un référentiel de mesure du capital immatériel** pour le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie en janvier 2011. Cet ouvrage, intitulé « La Responsabilité Sociale d'Entreprise est une source de richesse et de performance pour les PME ou comment créer de la richesse en alliant la RSE et le pilotage des actifs immatériels ? », invite les lecteurs à s'interroger et à développer dans leur cabinet d'expertise comptable / commissariat aux comptes et au cœur de leur métier une démarche RSE constructive, pragmatique et raisonnée.

En 2001, la loi NRE est votée en France avec l'obligation pour les entreprises cotées de publier un rapport annuel de leurs activités. Depuis, son impact s'est considérablement étendu et infléchit le paysage des PME françaises avec une montée en conscience des parties prenantes et des exigences qui s'affutent. L'obligation devient source de progrès et le cercle vertueux se forme. Depuis la publication de la norme ISO 26 000 en 2010, la RSE a acquis une définition internationale. Si la loi ne les oblige encore à rien, les preuves d'engagement des petites et moyennes entreprises sont déjà attendues de pied ferme par leurs parties prenantes. Pour les Experts-comptables, l'enjeu est de taille : il faut aider nos clients à devenir RSE compatibles.

Alan Fustec,
François Jégard,
Michel Gire,
Pierre-
Emmanuel
Marie



Le 26^e Congrès de l'IFEC a débuté par une plénière dans la lignée des colloques organisés à Bordeaux et à Lyon sur la RSE intitulée « Le Management Responsable, un enjeu pour les cabinets, pour les entreprises, pour toutes les organisations ? » réunissant autour de François JÉGARD et d'Alan FUSTEC, Michel GIRE Associé fondateur de GMBA (Baker Tilly) lauréat du Trophée RSE de l'IFEC et Pierre-Emmanuel MARIE, auteur du cahier pratique « La Responsabilité Sociale des Entreprises ».

PROFESSIONNELS DU CHIFFRE : VECTEURS DE LA RSE

Déclinaison dans l'entreprise du concept de Développement Durable, une démarche RSE passe indubitablement par une prise de conscience des facteurs sociaux et environnementaux des dirigeants. Cette approche constitue un puissant effet de levier pour les entreprises et une forte source de compétitivité. François Jégard, Président de la Commission Responsabilité Sociale des Entreprises et Innovations de l'IFEC, nous rappelle en préambule : « Aujourd'hui la valeur d'une entreprise réside dans sa capacité d'adaptation et dans son agilité pour affronter des marchés à venir. Les deux tiers de la valeur d'une entreprise sont généralement constitués par des actifs immatériels. Pourtant la plupart des tableaux de bord ignorent encore le suivi de leurs valeurs immatérielles. L'IFEC invite les Experts-comptables à revenir en force au cœur de leur métier de conseil, notamment en matière de contrôle de gestion, d'outils de pilotage budgétaire ou stratégique et à intégrer dans ces outils des données non-financières utiles au développement d'une politique RSE adaptée à chacune des entités conseillées. Ces travaux contribuent à renforcer durablement les relations client/cabinet et permettent d'aborder, au-delà des performances chiffrées, les décisions stratégiques que doivent prendre les chefs d'entreprise pour assurer le développement à long terme de leurs activités ».

L'IFEC et le label LUCIE ont donc choisi lors du dernier salon Produrable d'unir leurs forces pour promouvoir, ensemble, les démarches de RSE auprès des TPE/PME. Il est notamment crucial de vaincre les idées reçues de leurs dirigeants en leur fournissant des informations précises et objectives sur le sujet.

C'est à ce titre qu'Alan Fustec a rédigé cet ouvrage qui met en évidence l'intérêt que représente pour une PME d'adopter une démarche innovante de RSE, démontre que l'engagement renforce la performance économique et expose les opportunités à saisir pour les Experts-

RSE ET SORT UN LIVRE BLANC !



par un tiers indépendant. L'Expert-comptable est bien placé pour proposer ses services dans le cadre de la production du rapport RSE. De son côté, le Commissaire aux comptes est naturellement positionné pour procéder aux audits de contenu du rapport. »

Accompagner un chef d'entreprise dans son développement nécessite pour être performant sur le long terme une acuité sur ces sujets. ■

Retrouvez le livre blanc et la totalité du dossier dédié à la RSE, offert, en exclusivité, aux congressistes, en libre téléchargement sur notre site internet : www.ifec.fr

comptables et les Commissaires aux comptes. Le but est que le professionnel du chiffre investisse pleinement son rôle de conseil et puisse l'appliquer à sa propre entreprise.

Alan Fustec indique « *En premier lieu, le capital immatériel permet de procéder à des évaluations plus justes d'entreprise lors de fusions, acquisitions, prises de participations, etc. Les dimensions extra financières et financières du capital immatériel permettent, en second lieu, de rapprocher le point de vue du financier et celui du dirigeant. L'Expert-comptable peut, grâce au capital immatériel, accroître la pertinence des conseils qu'il donne tous les jours au dirigeant en y intégrant une dimension plus managériale.* ».

UN MARCHÉ PORTEUR

Au regard des dernières évolutions de la législation et des perspectives de devenir, les chefs d'entreprise auront besoin d'obtenir des données chiffrées non-financières sur leur entreprise. Qui d'autre serait mieux placé que l'Expert-comptable ou le Commissaire aux comptes ?

Et Alan Fustec de conclure : « *L'Article 225 du Grenelle de l'environnement stipule que les entreprises de plus de 500 salariés ou dont le CA est supérieur à 100 M€ ou dont le total bilan est supérieur à 100 M€ doivent produire un rapport annuel de développement durable qui met en évidence leurs impacts sociaux et environnementaux. Ce rapport est exigible selon la taille de l'entreprise en 2012, 2013 ou 2014. En outre, la fiabilité des données présentées dans ce rapport doit être vérifiée*

RENDEZ-VOUS LE 25 SEPTEMBRE A LILLE !

A l'issue de la rencontre CAC à LILLE LE 25 SEPTEMBRE en présence des élus IFEC de la Compagnie Nationale Yves Nicolas et René-Charles Perrot, aura lieu le 4^e colloque RSE organisé par l'IFEC sur le thème : « Une profession comptable responsable, levier de compétitivité pour notre économie en Europe » à l'EDHEC.

SERONT RÉUNIS AUTOUR DE FRANÇOISE SAVÉS, PRÉSIDENTE DE L'IFEC :

Jean-Pierre Audy, Expert-comptable et Commissaire aux comptes, Député européen, Président de la délégation française du groupe PPE, Vice-président de la commission du contrôle budgétaire et membre de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen,
Tom Dodd, Conseiller responsable de la RSE auprès de la Commission européenne,
Pierre de Saintignon, Premier adjoint au Maire de Lille et Vice-Président de la région Nord-Pas-de-Calais,
Philippe Vasseur, Président du World Forum Lille, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Nord de France. Ancien ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation,
Olivier Oger, Directeur Général du Groupe EDHEC et Philippe Schroeder, Directeur de la rédaction de La Gazette Nord Pas de Calais.



ÉLECTIONS À L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES 33 PROPOSITIONS POUR UNE

Notre projet pour une Profession Comptable unie et engagée dans le développement d

Les entreprises et leurs dirigeants sont confrontés, aujourd'hui, à des attentes et des besoins qui ont fortement évolué, aussi bien en termes de financement que d'accompagnement, de gestion ou de conseil. Il ne suffit plus d'être un bon gestionnaire ou un bon commercial pour diriger une entreprise.

Leur situation et celle du pays nécessitent un accompagnement plus impliqué, un renforcement de l'engagement, de la créativité et de l'innovation des Experts-comptables.

Le monde d'hier ne reviendra pas, construisons notre avenir !

Nos risques : la banalisation des prestations de base, la concurrence sur les marchés porteurs, l'exercice illégal amplifié par la dématérialisation, les tensions sur les prix.

Nos opportunités : des besoins accrus de sécurité et de fiabilité des informations, un contexte général de mutations complexes, des exigences plus grandes et plus pointues dans le pilotage des entreprises.

Nos atouts : notre ancrage dans l'économie et dans les territoires, notre marque, notre réglementation, notre expertise.

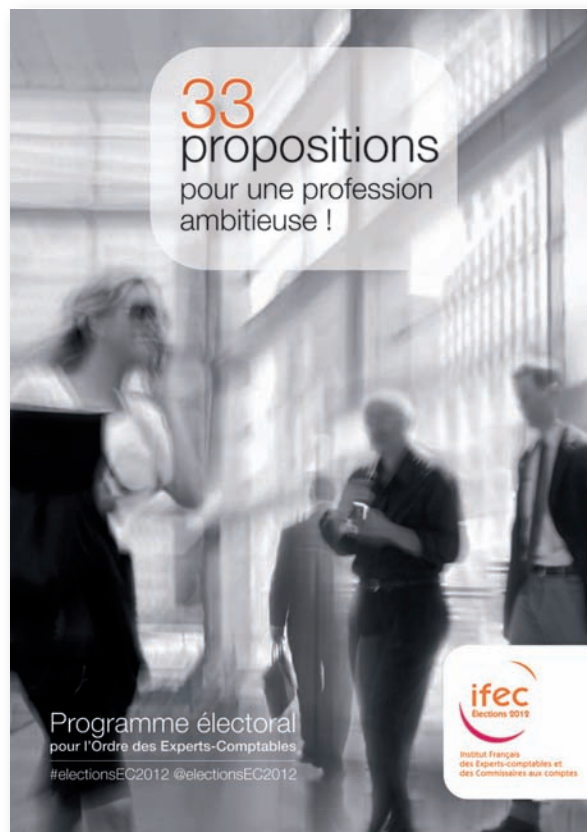
Un objectif ambitieux : **donner un rôle plus stratégique à l'Expert-comptable.**

NOUS VOULONS UNE PROFESSION UNIE ET FORTE, DE L'AUDIT À L'EXPERTISE, POUR ASSURER LA CROISSANCE DE TOUS.

- ⇒ Développer l'activité de nos structures professionnelles, quelle que soit leur taille ou leur mode d'exercice,
- ⇒ Partir à la conquête des marchés porteurs,
- ⇒ Être attractif et faciliter le recrutement,
- ⇒ Assurer la transmission des savoirs,
- ⇒ Être entendu et écouté en France et en Europe.

LE RÔLE DE L'ORDRE EST DE STIMULER ET ORGANISER L'ÉVOLUTION NÉCESSAIRE DE LA PROFESSION COMPTABLE ET DE FAVORISER SON ADAPTABILITÉ.

L'Ordre doit porter une véritable réflexion permanente sur l'avenir de la profession. C'est pourquoi la maîtrise de l'information stratégique, la veille et le lobbying sont majeurs. Cette réflexion, et la vision qui en découle, permettront à l'Ordre d'anticiper les évolutions de l'environnement réglementaire et législatif en France et en Europe.



L'AVENIR C'EST

- Positionner l'Expert-comptable comme acteur majeur pour **maîtriser et fiabiliser l'information financière et extra-financière**.
- Assurer le **lobbying** indispensable à notre développement.
- Initier de grands chantiers, comme celui du **développement du conseil**, des services à **valeur ajoutée** et de l'**interprofessionnalité** d'exercice.
- Défendre l'**autorité de la signature** des professionnels et donc combattre l'exercice illégal de la profession.

LE RÔLE DE L'ORDRE EST AUSSI DE FAIRE RESPECTER LES RÈGLES, LA DÉONTOLOGIE, LES VALEURS D'UNE PROFESSION RÉGLEMENTÉE :

- en s'opposant à tout développement des missions qui pourrait porter atteinte à l'**indépendance du professionnel**, ainsi qu'à l'**apparence d'indépendance**.

PTABLES – AUTOMNE 2012

PROFESSION AMBITIEUSE !

es entreprises, au service de la cohésion économique et sociale.

• en œuvrant pour l'**unité** de la profession comptable française, refusant toute disposition susceptible de provoquer l'**éclatement** entre nos deux cœurs de métiers, audit et conseil.

A ce titre l'Ordre doit régler au plus vite les risques que la mandature ECF a fait planer sur la profession avec « la commercialité » (sic) non-encadrée et débridée des Experts-comptables, tant en matière d'incompatibilité CAC/EC, que d'image et d'indépendance.

Nous sommes favorables à l'ouverture vers des activités nouvelles, des services nouveaux, au développement d'une stratégie plus commerciale, d'une politique de l'offre en phase avec les besoins du marché, à trois conditions :

- qu'ils s'inscrivent dans le prolongement de nos activités régaliennes, donc en cohérence avec la marque,
- qu'ils respectent nos normes comportementales et notre code de déontologie dans lesquels l'indépendance est un élément-clé, y compris sur les modalités de rémunération,
- qu'ils permettent l'exercice concomitant des deux métiers, CAC et expertise comptable.

L'Union Européenne : une réelle opportunité pour la Profession Comptable.

L'influence du droit communautaire sur les activités de comptabilité et d'audit est conforme à l'**importance** qu'ont acquise ces services dans l'économie moderne, en attente de **sécurité**, de **transparence** et de **sincérité**. La Profession doit s'inscrire dans la **stratégie Europe 2020**, qui vise à concilier l'amélioration de la croissance, de l'emploi, de la cohésion sociale et de la protection de l'environnement, tout en augmentant la compétitivité de l'Europe au niveau mondial (innovation, agenda numérique, politique d'industrialisation). **Elle le fera en étant unie et avec une représentation permanente à Bruxelles.**

La décennie entamée en 2010 est très difficile pour toutes les organisations et dans tous les pays du monde. La capacité à s'adapter, l'agilité, l'aptitude à faire évoluer les structures et la détermination sont des facteurs clés. ■

POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS AMBITIEUX, nous avons identifié trois défis majeurs et préparé 33 propositions concrètes que vous retrouverez en intégralité sur notre blog électoral www.ifec2012.fr

ZOOM SUR QUELQUES PROPOSITIONS :

PROPOSITION N°1 : Doter l'Ordre d'un département de **veille stratégique**, mesure, analyse et prospective. Anticiper ainsi les évolutions.

PROPOSITION N°3 : Restituer aux professionnels les **données statistiques et sectorielles** de JEDECLARE.COM, pour faciliter l'accès au conseil et donner plus de valeur ajoutée à leurs missions.

PROPOSITION N°4 : Donner à la formation continue une nouvelle dimension grâce aux nouvelles technologies, avec le **e-learning** et les **parcours qualifiants** « e-learning + présentiel ». La rendre ainsi accessible à tous.

PROPOSITION N°6 : Renforcer la formation de nos collaborateurs et la **reconnaissance de leurs spécialisations** en agissant en faveur de la création ou du développement de **licences professionnelles**. Faciliter ainsi le recrutement et la fidélisation.

PROPOSITION N°7 : **Élaborer** un programme national de formation sur la **maîtrise des systèmes d'information** pour l'ensemble des professionnels grâce à un séminaire « e-learning + présentiel », avec **certificat de suivi** d'une formation prioritaire. Eviter ainsi la **fracture technologique** entre les professionnels.

PROPOSITION N°16 : Mettre en place un **plan attractivité** ambitieux, à la hauteur de l'enjeu : **garder nos jeunes diplômés** et faire progresser le taux d'inscription à l'Ordre de 5 points en quatre ans. Assurer ainsi la transmission.

PROPOSITION N°18 : Donner le goût de **créer**, de **reprendre** un cabinet, de **s'associer** pour les jeunes stagiaires, en faisant du stage un véritable **Compagnonnage** et en inscrivant au programme des journées dédiées à l'entrepreneuriat.

PROPOSITION N°27 : Créer avec la Compagnie des CAC la **Bibliothèque Numérique de la Profession**, accessible à tous (EC, CAC, Etudiants) gratuitement. Y basculer au moins 50 % de la production dans les 4 ans. Intégrer la Bibliothèque dans ce projet, afin de rendre le service plus efficace. Permettre ainsi à chaque professionnel d'accéder à toute l'information où il veut, quand il veut et gratuitement.

PROPOSITION N°28 : Créer l'**e-contrôle de qualité** pédagogique permanent pour les collaborateurs et les professionnels et harmoniser le contrôle qualité physique sur tout le territoire, fréquence et approche. Faire de notre contrôle qualité un avantage concurrentiel. Favoriser, notamment pour les plus petits cabinets, la mise en place de la Norme Qualité. Unifier les pratiques régionales.

ELECTIONS DANS LES 33 COMPAGNIES RÉGIONALES DE L'IFEC POUR UNE PROFESSION AUX COMPTES ET UNIE

Des CRCC au service de tous.

ÉLECTIONS À LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES - 9 octobre 2012

Nous affirmons notre volonté de poursuivre le renforcement du commissariat aux comptes en élargissant notre domaine d'intervention, en simplifiant nos pratiques, en favorisant la mixité de nos activités avec celles de l'expertise comptable, en promouvant le modèle français de l'audit légal au niveau européen, en renforçant l'autorité de notre institution, en rendant attractif notre métier et, enfin, en maintenant une unité de tous les modes d'exercice au sein de la même profession

10 ACTIONS CONCRÈTES ET IMMÉDIATES

- LE QUESTIONNAIRE DE CONTRÔLE D'ACTIVITÉ RÉDUIT DE 30 % ET SIMPLIFIÉ POUR LES PETITS EIP.
- L'ÉLARGISSEMENT DE LA NEP PETITES ENTREPRISES AUX ASSOCIATIONS.
- LA MISE AU POINT D'UNE CHARTE DES RELATIONS ENTRE EXPERTS-COMPTABLES ET COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERÇANT DANS LA MÊME ENTREPRISE.
- LA MISE EN PLACE D'ACCORDS AVEC LES DONNEURS D'ORDRE POUR ÉVITER DES PROPOSITIONS SOUS-ÉVALUÉES LORS D'APPELS D'OFFRES.
- UNE FORMATION SPÉCIFIQUE POUR LE PREMIER MANDAT.
- UN SÉMINAIRE DE FORMATION GRATUIT AU COURS DES DEUX PREMIÈRES ANNÉES D'INSCRIPTION.
- LA CRÉATION D'UN RÉSEAU COLLABORATIF DÉDIÉ.
- LA REFORME DE LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE SUR LE PORTAIL DE LA COMPAGNIE POUR EN FACILITER L'ACCÈS.
- LA CLARIFICATION DES CRITÈRES D'APPARTENANCE AUX ASSOCIATIONS TECHNIQUES.
- LA PRÉSENCE DE LA PROFESSION AU MOMENT DU CHOIX D'ORIENTATION DES ÉTUDIANTS.



GIONALES : FORTE DES COMMISSAIRES

LES 7 PRIORITÉS DE L'IFEC

CONFORTER NOTRE PRÉSENCE DANS LES PME ET DÉVELOPPER DE NOUVEAUX MANDATS

L'incidence du relèvement des seuils des SAS à la suite de la LME va se poursuivre jusqu'en 2017, mais de façon nettement plus modérée que prévu. De forts relais de croissance liés à de nouveaux mandats sont devant nous : comités d'entreprise, secteur associatif et... collectivités locales. Dans de nombreux secteurs, des besoins d'attestations et de validations de données apparaissent. En un mot, le marché exprime un besoin de transparence et d'efficacité.

SIMPLIFIER LA GESTION ADMINISTRATIVE DES MANDATS

Le formalisme à respecter dans nos dossiers s'est considérablement accru, entraînant une lourdeur telle, dans la gestion de nos missions, que nous ne consacrons plus assez de temps à la communication de notre opinion et de nos recommandations auprès des dirigeants. Il faut donc non seulement adapter nos contrôles à la taille et aux risques de l'entité contrôlée, mais aussi alléger le dossier de contrôle et le concentrer sur ce qui est essentiel. Pour cela, nous devons poursuivre l'optimisation des outils fournis par la CNCC et nous devons en même temps simplifier et adapter les questionnaires du contrôle d'activité.

FAVORISER LA MIXITÉ DES ACTIVITÉS D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES DANS LES CABINETS

Nos cabinets sont rarement mono-activité. La complémentarité avec l'exercice de l'expertise comptable doit être accentuée, afin que les compétences dans chacune des activités enrichissent l'autre. C'est pourquoi, un diplôme d'assistant expérimenté de cabinet couvrant les deux activités doit être conçu.

PROMOUVOIR LE MODÈLE FRANÇAIS EN EUROPE

La réforme de l'audit doit avoir pour objectif d'harmoniser les réglementations dans tous les pays européens, mais ne doit pas bouleverser notre pratique en France. Elle doit maintenir l'unité de la profession, permettre à tous d'accéder à tous types de mandats et maintenir le niveau actuel de qualité et d'indépendance. Nos propositions sont exposées dans Infos & Avis du Syndicat de mai 2012 que vous trouvez en téléchargement sur notre site www.ifec.fr.

POUR UNE COMPAGNIE FORTE

Les élus régionaux et nationaux doivent poursuivre une politique de renforcement de l'autorité de la compagnie nationale. La CNCC doit affirmer ses prérogatives, être une source de propositions pour son environnement, communiquer encore plus pour être visible en utilisant de nouveaux médias et poursuivre une véritable politique au plan européen et international.

POUR UNE PROFESSION ATTRACTIVE

La profession a besoin de relever de nouveaux défis, de faire face à de nouvelles missions ou mandats que réclame l'environnement économique. Pour cela, elle a besoin de talents très divers. La réforme du certificat d'aptitude, la présence des professionnels non seulement auprès des filières comptables des universités, mais aussi au sein du monde étudiant à l'occasion des choix d'orientation, sont une nécessité d'aujourd'hui.

POUR UNE GESTION DE LA PROFESSION DANS L'UNITÉ

Tous les modes d'exercice : cabinets individuels, petites, moyennes, grandes structures doivent progresser ensemble dans l'harmonie. La profession est riche de cette diversité. La compagnie nationale, garante de cette unité avec le relais des compagnies régionales, s'assurera que des pratiques anticoncurrentielles, notamment lors d'appels d'offres, ne pénalisent pas certains et que la qualité reste la priorité de ses membres. Les élus de l'IFEC, forts de leur expérience, apportent toute leur crédibilité pour assurer cette unité du corps professionnel.. ■



SwissLife

Cap sur une prévoyance entreprises complète et modulable



Vos clients TPE / PME ont besoin de garder l'esprit serein de manière à pouvoir **se consacrer pleinement à leur cœur de métier**. En protégeant leurs salariés et eux-mêmes, c'est leur activité à part entière qu'ils préservent. Swiss Life, **spécialiste des assurances des personnes et de l'assurance collective**, vous propose de les accompagner dans la durée, au travers d'une protection sociale "SwissLife Prévoyance Entreprises", spécifiquement adaptée : • **complète** (décès, perte totale et irréversible d'autonomie, arrêt de travail) • **modulable** (adaptation des prestations au budget du chef d'entreprise et aux requêtes de ses collaborateurs, garanties optionnelles possibles en santé et prévoyance, couverture des frais médicaux particulièrement souple) • **éligible aux avantages fiscaux et sociaux**. Une offre dans l'air du temps qui vous permettra d'aborder avec vos clients le sujet de la prévoyance dans les meilleures conditions qui soient.

Swiss Life, l'avenir commence ici.

www.swisslife.fr

CONGRÈS 2012 UN SYNDICAT RESPONSABLE



studiere

Les 5 et 6 juillet derniers, l'Institut Français des Experts-comptables et des Commissaires aux comptes célébrait son 26^e congrès national en compagnie de ses nombreux adhérents et partenaires. Une édition studieuse, pas tout à fait comme les autres.

« **Ce rendez-vous, nous vous le devons** » a lancé Françoise Savés en ouverture de l'événement. Le congrès 2012 a rassemblé plus de 500 congressistes durant deux journées exceptionnelles, sur le thème : « Mon cabinet, une entreprise responsable ».

L'occasion d'un rassemblement professionnel unique pour dresser le bilan des actions de l'IFEC et prendre le pouls d'une profession en mutation. Mais 50 ans après la naissance de l'Institut en 1962, ce début d'été parisien marque aussi une date anniversaire, célébrée au cœur d'une place de village reconstituée.

« **Ce syndicat, c'est 50 ans d'histoire : quel symbole !** » a ajouté la Présidente.

Alors que paraît le premier ouvrage sur le demi-siècle d'histoire du syndicat IFEC, le rendez-vous de 2012 est aussi l'échéance d'une mandature et un passage de témoin pour demain. « *En 2009, vous nous avez chargés d'une mission : réformer le syndicat, restaurer l'unité, faire revenir les jeunes et faire travailler l'IFEC autour de ce qui le caractérise c'est-à-dire l'émergence d'idées nouvelles* ». Pour Thierry ONNO, Rapporteur général « *nous sommes tous responsables vis-à-vis de nos clients, de nos collaborateurs et de nos parties prenantes. L'engagement de l'Expert-comptable et du Commissaire aux comptes est un thème sur lequel nous avons beaucoup travaillé* ». Avec pas moins de 12 ateliers, 35 animateurs et 3 rapporteurs délégués de grande qualité, les professionnels ont pu partager leurs expériences et bonnes pratiques autour de 3 axes de réflexions.

3 DEFIS, 3 PÔLES

» **PÔLE 1** de Yann BENCHORA « **Une entreprise humaine** » : dédié à toutes les richesses humaines. « *Les ressources humaines, c'est le point faible des Experts-comptables... Venez assister au match intergénérationnel autour de l'attractivité de la profession !* »

» **PÔLE 2** de Béatrice COQUEREAU « **Une entreprise conquérante** » : consacré aux nouveaux marchés et aux stratégies adaptées pour partir à leur conquête. « *Une attitude conquérante est la meilleure réponse à une situation de crise. Être une entreprise conquérante c'est être réactif, proactif, anticiper les besoins des clients, oser, donner envie et c'est de tous ces défis dont nous débattons.* »

» **PÔLE 3** de Denis BARBAROSSA « **Une entreprise performante** » : centré sur les sources d'innovation incontournables et les leviers de productivité des cabinets. « *Comment transformer votre cabinet en cabinet dématérialisé et répondre aux attentes de vos clients et collaborateurs ? Le cabinet mobile est une réponse.* »

Saut culturel, saut technologique et choc intergénérationnel, les défis de la profession comptable sont majeurs mais ses atouts sont grands pour s'adapter dès à présent.

Orchestré par Florent BURTIN, Commissaire général, Alexandra VERNIER-BOGAERT, Commissaire générale adjointe et par une équipe parisienne de choc en polos roses, nul doute que le congrès de 2012 à Paris restera dans les mémoires. ■

Ci-dessus
Charles-René Tandé, Philippe Bonnin, Françoise Savés, Yves Nicolas, Thierry Onno

Ci-dessous
L'équipe des rapporteurs : Denis Barbarossa, Thierry Onno, Béatrice Coquereau, Yann Benchora



7 MOTIONS ADOPTÉES LORS DU 26^E CONGRÈS



Le Congrès était l'occasion pour l'Institut Français des Experts-comptables et des Commissaires aux comptes d'adopter publiquement, en clôture, **les 7 motions suivantes** :

1 > Le conseil fiscal et social à titre principal

L'IFEC revendique l'inscription à l'article 2 de l'ordonnance régissant la profession d'Expert-comptable de l'activité de **conseil fiscal et social à titre principal**.

La récente modification apportée à l'article 2 réduisant leur rôle à **la simple réalisation matérielle des déclarations fiscales et sociales** est la **négation** de la compétence reconnue de cette profession, par ailleurs soumise à une très forte réglementation.

2 > Le tiers de confiance, une reconnaissance pour tous, attachée à la qualité d'Expert-comptable

L'IFEC **dénonce** la création de **liste d'Experts-comptables Tiers de confiance**.

Tous les professionnels, grâce aux garanties offertes par leur réglementation : diplôme, serment, contrôle qualité, discipline, responsabilité, doivent être Tiers de Confiance dès lors qu'ils sont inscrits au Tableau de l'Ordre.

3 > Les activités commerciales accessoires

L'IFEC est favorable à l'ouverture des activités commerciales accessoires, exercées directement ou indi-

rectement par un Expert-comptable, à trois conditions :

- qu'elles soient dans le prolongement de nos activités régaliennes, donc **en cohérence avec la marque**,
- qu'elles respectent nos normes comportementales et notre code de déontologie dans lesquels **l'indépendance** est un élément-clé, y compris sur les modalités de rémunération,
- qu'elles permettent **l'exercice concomitant des deux métiers**, CAC et expertise comptable.

L'IFEC demande la publication urgente de la norme du CSOEC prévue à l'article 2 de l'ordonnance et agréée par le Ministère des Finances.

4 > Le démarchage

Compte tenu de la décision de la Cour de Justice de l'Union Européenne applicable à l'ensemble des professions réglementées, l'IFEC demande l'ouverture urgente d'un groupe de travail commun entre **toutes les professions réglementées**, pour dégager **les bonnes pratiques de communication de ces professions**, permettant la **totale information du public**, sans ternir l'image de ces professionnels.

5 > L'inter professionnalité

L'inter professionnalité piétine. Contrairement au projet de création de SPFPL qui, par ailleurs, ne voit pas le jour, l'IFEC réclame la possibilité de créer des sociétés **inter professionnelles d'exercice qui réuniraient des associés issus de plusieurs professions réglementées (avocats, notaires, CGP, CIF...)**.

6 > L'audit légal et le conseil

L'IFEC souligne son attachement à l'exercice concomitant des deux métiers et s'oppose fermement à toute mesure qui pourrait aboutir à leur **séparation et à la naissance de deux professions**.

7 > Réforme de l'audit, suite du livre vert européen

L'IFEC combat **la rotation des cabinets, les appels d'offres obligatoires** et la constitution de sociétés d'audit pur qui vont entraîner une **hyper concentration** du marché.

L'IFEC propose des **mesures alternatives à la rotation** comme, par exemple, **les appels d'offres périodiques à l'initiative des comités d'audit**.

L'IFEC propose de recourir **moins fréquemment** à un appel d'offres en cas **d'audit conjoint**.

L'IFEC suggère, par exemple, d'inscrire **en option dans la directive l'audit conjoint comme une bonne pratique favorisant la déconcentration du marché**. ■



« L'IFEC DOIT ÊTRE UN ACCÉLÉRATEUR »

Rapporteur général du congrès, **Thierry Onno** avait mobilisé la section Normandie qu'il préside pour accueillir le congrès IFEC de 2010 à Deauville. Cette année, il a piloté l'organisation du rassemblement, avec un seul mot d'ordre : **«A nous Paris !»**

Après Deauville en 2010, pourquoi avoir choisi de se rassembler cette année à Paris ?

Cette année c'est l'anniversaire de notre syndicat et pour fêter cet événement, nous nous devons de nous réunir dans la capitale, où se trouve le tiers des Experts-comptables français. Nous souhaitons apporter de la notoriété et de la grandeur à ces 50 ans.

Vous avez été le chef d'orchestre de cette organisation. Quel a été le travail des équipes ?

Nous avons commencé à travailler très tôt et le thème du management des cabinets s'est vite imposé puisque c'est aujourd'hui essentiel pour se positionner. Plusieurs réunions d'équipe ont permis de planifier rigoureusement les étapes de travail. De nombreuses personnes ont été mobilisées et ont été des relais précieux sur le terrain. Les plus jeunes confrères dont l'IFEC a souhaité valoriser les travaux, notamment en ateliers, se sont fortement impliqués.

Quel message souhaitez-vous avoir fait passer aux adhérents et partenaires de l'IFEC ?

Nous espérons avoir donné envie aux confrères d'oser faire différemment. L'organisation de notre village partenaires illustre à elle seule une nouvelle façon d'entrer en relation avec les partenaires de la profession. Jusqu'à présent, nous avions tendance à suivre des applications de textes ou de normes. Désormais



Thierry Onno
Rapporteur
général du
Congrès,
Président IFEC
Normandie

tout est à construire nous-mêmes : il faut créer le cabinet de demain, avec son propre style mais avec toujours plus de proximité et dans le respect de l'humain.

« Oser faire différemment ». Quels ont été les atouts de cette 26^e édition ?

Les professionnels recherchent leur positionnement et la structure idéale afin d'être performants vis-à-vis de leurs clients, en termes de conseil, mais aussi vis-à-vis de leurs collaborateurs, en termes de motivation.

La responsabilité du cabinet est un thème qui prend de plus en plus d'importance et l'IFEC a souhaité échanger avec tous les confrères. Les exemples et bonnes pratiques des uns permettront aux autres d'aller plus vite. L'IFEC doit être un accélérateur de pratiques innovantes.

Donner du sens aux travaux des cabinets est un axe encore à développer. ■

UN VILLAGE PARISIEN QUI FAV



LE VILLAGE DES PARTENAIRES

« De mémoire de congressiste, on n'avait jamais vu cela ! »

Florent BURTIN et **Alexandra VERNIER-BOGAERT**, Commissaire Générale Adjointe, peuvent être fiers de l'ambiance générale très originale qui s'est dégagée du Congrès et qui a séduit aussi bien les participants que les partenaires. En se démarquant des manifestations traditionnelles, ils ont donné à ce Congrès une tonalité fort conviviale.



« **E**n tant que Président de l'IFOR, organisateur du congrès, je suis vraiment très satisfait de cette édition 2012. Le concept de village développé pendant les deux journées a créé une superbe ambiance et les échanges entre congressistes et partenaires furent de loin plus nourris que les années précédentes. 2012 restera un très bon cru dans les mémoires de l'IFEC. Merci aux équipes parisiennes menées par Florent BURTIN. »

Charles-René Tandé, Président de l'IFOR

« Nous avons voulu réduire la barrière entre les congressistes et les partenaires, en cassant les espaces. Les stands ont été transformés en échoppes commerçantes afin de recréer la proximité et la convivialité d'une vie de quartier. L'avenue a été conçue autour d'une zone repas libre-service permettant à chacun d'évoluer à son rythme, dans un contact facile et informel avec les autres visiteurs et exposants. C'est un concept innovant qui a été testé sur des manifestations régionales de l'IFEC. Nous avons eu la chance de travailler avec des partenaires fortement impliqués, qui ont vraiment joué le jeu et qui, ainsi transformés en commerçants, assuraient l'animation de la

vie de quartier : dégustation de vin chez le caviste, équipe de 'pharmaciens' en blouses blanches, librairie, point de vente pour les motards avec Harley, dégustation de produits italiens chez le trattoria, marchand de glace, fleuriste, mini golf, restaurants... et tous les autres. Merci à tous d'avoir donné vie à ces stands ! Je tiens aussi à remercier l'équipe parisienne qui était présente pour accueillir les congressistes et les guider et dont les membres étaient très facilement identifiables à leur polos roses. C'est grâce à l'implication de chacun que le Congrès parisien a été à la hauteur de nos espoirs ».

Florent Burtin, Commissaire général



ORISE L'ÉCHANGE

LE CONGRÈS VU PAR CEUX QUI Y ÉTAIENT

Je retiendrai notamment la place et la parole donnée aux jeunes. J'ai trouvé une ambiance dynamique et dynamique empreinte de modernité.

Jean-François Oillac

Le congrès des 50 ans et de la solidarité intergénérationnelle ; les IFEC sont des passeurs.

Philippe Bosserdet

La rencontre de jeunes confrères nous démontre que l'investissement dans le métier reste partagé et se renouvelle sur la prospective.

Richard Chaulet

Quel honneur et quelle joie pour les adhérents de l'IFEC de voir avec quel bonheur ces présidents sont venus accompagner l'action de l'IFEC. Cela démontre toute la passion du métier et surtout du service à la profession grâce à l'action collective.

Agathe Lefevre-Chapron

J'ai trouvé "le village" très original : entre formel et informel, les stands, malgré leur côté professionnel restaient des stands balnéaires opérationnels !!! Les partenaires présents se sont montrés de très bons hôtes : un avant goût de vacances....

Valerie Beyaert

COMMUNIQUER-OSER-CHANGER-INNOVER-ET AIMER, Tels sont les mots clés, que j'ai retenus de ce Congrès 2012.

Carole Meschberger Cherrier

Le format des ateliers était intéressant, ni trop long, ni trop court : plus la parole était donnée au public plus il était attentif.

Pierre Dumollard

Un grand BRAVO et MERCI pour cette superbe organisation, dans un cadre original et surtout très convivial.

GAN Assurances

L'IFEC, les anciens, les jeunes, les moins jeunes : un fabuleux anniversaire ! L'IFEC a su démontrer pendant ces deux jours que l'avenir lui appartient, en s'appuyant sur les valeurs du passé et de demain.

CEGID

Votre congrès 2012 : un concept innovant et convivial pour célébrer les 50 ans de votre syndicat professionnel. Félicitations !

SAGE



Bravo pour cette longévité. VERSPIEREN, qui est une vieille dame de 132 ans, sait quels efforts il faut produire pour rester performant et dynamique, deux qualités de l'IFEC.

Une très bonne installation de stands... et une idée qui sera sûrement copiée.

AGEFOS-PME

Le bouchon lyonnais Experts et Finances, spécialiste de la cuisine patrimoniale ! Un grand bravo pour l'organisation.

Experts et Finances

Bravo pour cette superbe organisation, particulièrement originale et conviviale. Nous sommes très heureux d'avoir pu y participer et y rencontrer de nombreuses personnalités de la profession.

Ma DRH

Fiers d'être présents à vos côtés pour fêter ces 50 ans. Nous serons là pour les 50 prochaines années !

Viou&Gouron

Longue vie à l'IFEC, sur un chemin marqué de tous les succès et de toutes les réussites.

Swiss Life

UN FIL TWITTER : POUR UN DIALOGUE EN TEMPS REEL

Il a été "le débat dans le débat" de ce 26^e congrès prospectif, collaboratif, à la pointe de la technologie. Parce que le rôle d'un syndicat est précisément l'échange et le dialogue, un fil twitter a été mis en place afin que les congressistes puissent directement réagir et interagir avec tous.

#congres2012 s'est classé 3^e hashtag (mots-clés) le plus suivi en Île-de-France durant ces deux jours !



**Nous finançons les Professions Libérales
depuis près de 45 ans**
partagez cette expérience sur www.interfimo.fr

The image shows a screenshot of the Interfimo website, which is the financial institution for liberal professions. The website has a green and white color scheme. At the top, there is a navigation bar with links like 'Accueil', 'Qui sommes-nous?', 'Nos partenaires', 'Glossaire', and 'Nous contacter'. A search bar is located in the top right corner. The main header features the Interfimo logo and the text 'Le financier des Professions Libérales'. Below this, there is a horizontal menu with categories like 'VOTRE CARRIÈRE', 'NOS SOLUTIONS', 'EXTRAFIMO', 'BLOG INTERFIMO', 'AGENDA', 'PRESSE', 'RÉSEAU INTERFIMO', and 'GRANDS COMPTES'. The main content area is divided into several sections, each highlighted by a magnifying glass:

- Demandez votre Financement en ligne:** A section with a magnifying glass over the text, accompanied by images of a woman, a person wearing a face mask, a construction worker, and a building.
- Téléchargez nos études de prix de cessions:** A section with a magnifying glass over the text, accompanied by a bar chart and the text 'Téléchargez nos études statistiques sur les professions libérales financées par'.
- Le Blog INTERFIMO:** A section with a magnifying glass over the text, accompanied by the text 'Consultez l'actualité des professions libérales et réagissez aux informations'.
- Les privilèges EXTRAFIMO:** A section with a magnifying glass over the text, accompanied by the text 'Créez votre compte Extrafimo pour profiter des services qui vous sont réservés'.
- L'Agenda INTERFIMO:** A section with a magnifying glass over the text, accompanied by the text 'Participez aux réunions d'INTERFIMO, rencontrez les conseillers INTERFIMO lors de congrès...'.
- Nos outils de simulation:** A section with a magnifying glass over the text, accompanied by the text 'Simulation de crédit constant', 'Simulation de crédit dégressif', and 'Simulation de crédit à taux fixe'.

Other visible elements include a video player for 'INTERFIMO en vidéo', a section for 'INTERFIMO dans la Presse', and a section for 'Inscription à la Newsletter'.

50 ANS, QUELS TALENTS !

Le 21 mai 1962, l'Union Professionnelle des Sociétés d'Expertise Comptable, la Compagnie nationale des Experts-comptables et la Chambre des Experts-comptables diplômés fusionnent. **L'Institut Français des Experts-comptables et des Commissaires aux comptes est officiellement né** et, avec lui, son combat pour défendre et représenter toute une profession en devenir.

Juillet 2012, l'IFEC fait le bilan et rend hommage à ses pères à l'occasion de cet anniversaire symbolique en retraçant, pour la première fois, à travers un magnifique livre mémoire de 184 pages son demi-siècle d'histoire qui se confond allégrement avec l'histoire de la profession comptable libérale. Cet ouvrage, véritable fresque historique truffée d'anecdotes et d'analyses thématiques, était offert aux congressistes sur le stand de CEGID. Les plus chanceux ont pu le faire dédicacer par les trois auteurs : Jean-Claude SPITZ, Etienne LAMPERT et Janin AUDAS, ainsi que par Françoise SAVÉS.

Ils ont d'emblée accepté de mener à bien ce projet "un peu fou", du moins d'envergure et n'ont pas caché le plaisir qui a été le leur de revivre les moments-phares de la profession.



La Soirée Gala 50 ans, à Bobino.

Présidents d'honneur de l'IFEC :
André-Paul Bahuon,
Hervé Roche,
Edouard Salustro,
Hélène Bon, Max Dusart,
André Reydel.



Pour fêter avec panache son 50^e anniversaire, l'IFEC organisait une belle soirée de gala réunissant plus de 250 invités sous les balcons du théâtre BOBINO.

Au programme : animation musicale, spectacle laser et projection, en exclusivité, du film anniversaire qui définit ce qu'est l'IFEC aujourd'hui fort de ces années d'expérience, en présence de nombreuses personnalités historiques de la profession et des Présidents d'honneur de l'Institut qui en ont fait l'histoire parmi lesquels André REYDEL, Edouard SALUSTRO, Max DUSART, Hélène BON, André-Paul BAHUON, Hervé ROCHE. Cette soirée, placée sous le signe de l'intergénérationnel cher à l'IFEC, fêtait joyeusement 50 ans d'action collective et d'engagement avec toujours la passion du métier ! Chaque convive s'est vu offrir ce film en DVD, réalisé en partenariat avec SAGE, en guise de souvenir qui lui rap-

pellera que si l'IFEC est un laboratoire d'idées, mais aussi un lieu de rencontres, de partage, il est surtout un Institut qui produit du contenu, de la réflexion pour mieux anticiper l'avenir.

Lorsque le gâteau géant a fait son apparition, l'assemblée venait d'entonner un « Joyeux anniversaire » à l'unisson. Chacun avait reçu une lumière et célébrait ainsi symboliquement cet anniversaire.

Un moment festif, chaleureux et une occasion unique pour les plus jeunes d'apprécier et comprendre le chemin parcouru avant eux par leurs aînés pour la profession, vers toujours plus de transmission des savoirs et des valeurs. ■

Ci-dessus
Edouard Salustro,
et Hélène Bon.

Retrouver le film anniversaire de l'IFEC sur le site www.ifec.fr

UN CONGRÈS RESPONSABLE,

TROPHÉES SOCIAL & RH, RSE ET PRIX DE L'APREI

La remise du
Prix de l'Aprei
pour la 1^{ère} fois.

De gauche à
droite :
Pierre-
Emmanuel
Marie, Agathe
Lefevre-Chapron,
Edouard Salustro,
Jean-Pierre Alix,
Hélène Morati,
Isabelle Ariztegui,
André Reydel,
Rime Filal.



LE PRIX DE L'APREI

L'association APREI qui a pour vocation de promouvoir l'entrepreneuriat individuel récompensait pour la première fois **les 10 auteurs des Cahiers Pratiques** qui ont collaboré ces deux dernières années avec l'IFEC dans la réalisation des fameux petits livrets roses (hors travaux de commission) : Isabelle ARIZTEGUI, Isabelle FABILOUX, Florence BOUCHERIT, Estelle MARTINAIS, Pierre-Emmanuel MARIE, Rime FILAL, Agathe LEFEVRE CHAPRON, Sébastien FERNANDEZ, Hélène MORATI. Rédacteurs bénévoles de ces guides, les auteurs, tous membres de la Génération Y, se sont vus remettre par

Philippe BOSSERDET en sa qualité de Président de l'APREI, un chèque et un prix sous la forme d'un diplôme.

Bravo et merci à eux pour ces condensés utiles d'information et de bonnes pratiques qui s'appuient sur les travaux qu'ils ont chacun mené pour leur mémoire de DEC et à destination de tous les professionnels responsables.

Les congressistes ont d'ailleurs découvert, en exclusivité, les 3 nouveaux cahiers pratiques à paraître prochainement. (Voir pages 25, 29 et 31) ■

LE TROPHÉE RSE



Dans le cadre du Salon Social & RH, rendez-vous annuel de l'IFEC ayant pour vocation la promotion et diffusion des bonnes pratiques, le prix 2012 a été décerné jeudi 6 juillet à Fanny LALANNE de la Fiduciaire Parisienne pour le Road Book remis à chaque nouveau collaborateur et à Christian BAUDOUIN du cabinet Michel Creuzot pour l'ensemble des actions mises en place qui renforcent la vie du cabinet. Enfin, Michel GIRE s'est vu remettre le 1^{er} Trophée RSE pour la qualité de la démarche instaurée au sein de son cabinet GMBA (Baker Tilly). ■

Trophée RSE.

De gauche à droite : Alan Fustec, François Jégard, Françoise Savés, Michel Gire, Yveline Pouillot, Diane Ribère, Pierre-Emmanuel Marie

CONVIVIAL ET INNOVANT



ENGAGEMENT
DE SERVICE
QUALI'OP
REF. 166
AFNOR CERTIFICATION
www.afnor.org

L'IFEC EST CERTIFIÉ "QUALI'OP"

L'IFEC est fier d'annoncer sa récente référence QUALI'OP, une démarche de certification AFAQ-AFNOR qui a pour objectif d'assurer une meilleure qualité et permanence des services aux adhérents. Entamé début 2011, elle repose notamment sur un certain nombre d'engagements dont la stratégie, le lobbying, la veille ou encore la communication interne et externe. « Initié et souhaité par notre Direction, cela représente 18 mois de travail avec les équipes. C'est

une étape très importante pour une organisation professionnelle comme la nôtre. Les cabinets sont soumis à des contraintes réglementaires et technologiques fortes et nous nous devons, en tant que premier syndicat de la profession, d'être à la hauteur de ces exigences » a indiqué Franck Bergeron, Responsable Juridique de l'IFEC et coordinateur de la mise en place de cette démarche. ■

L'équipe des permanents de l'IFEC et Charles-René Tandé : Franck Bergeron, Julien Bénatar, Nadine Thuleau, Raphaël Serougne, Nadine de Lhopital, Henriette de Talhouët, Fatma Ktari, Maha Tadlaoui, Bernadette Fulton, Stéphanie Susini Massei, Eliane Cassim-Rohr, Jimmy Bismuth, Latifa Achibane, Siham Boukrit

SOIRÉE INTERGENERATIONNELLE ET DEBRIDÉE POUR LES X, Y et C



Sur l'île de Monsieur, le long des quais de Seine, la soirée festive a rassemblé vendredi 6 juillet, en guise de clôture, toutes les générations autour de trois axes majeurs : Pôle 1 barbecue, Pôle 2 animation barmen jongleurs au bar, Pôle 3 babyfoot géant ! Ce cadre magique était égayé aux couleurs de l'IFEC. A l'occasion, chacun pouvait se faire filmer pendant quelques secondes, seul ou à plusieurs, pour réaliser ainsi un petit "flip book", remis sans délais en guise de souvenir. ■



ENSEMBLE, MIEUX SER- VIR VOS CLIENTS

Pouvoir compter sur son conseiller
pour obtenir les meilleures solutions
pour ses clients, ça aide à se développer.

Le SOCIAL CLUB, c'est toute l'expertise du groupe
AG2R LA MONDIALE à destination des professions
de conseil, en matière de prévoyance, santé, épargne
et retraite, pour détecter les besoins de vos clients et
traiter toutes les problématiques d'accompagnement
des entreprises et de leurs salariés. Pour en savoir plus
sur nos services : www.lesocialclub.com



**SOCIAL
CLUB** 
la rencontre des expertises

Dossier

COMMISSARIAT AUX COMPTES BILAN ET PERSPECTIVES



A l'occasion de la publication de son **Cahier Pratique Commissariat aux Comptes 2012**, l'IFEC réaffirme sa vision de la profession : moderne et attractive, pour un exercice facilité et des missions adaptées aux entités contrôlées. Quelle complémentarité avec l'expertise comptable ? Comment intégrer et fidéliser les jeunes professionnels ? Quelles perspectives à l'échelle européenne ? Ce dossier a été conçu comme un état des lieux : vous y trouverez les clés de réflexions stratégiques pour anticiper, dès à présent, l'avenir de votre cabinet.



« Je donne ma totale confiance aux élus de l'IFEC »

Président de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes depuis février 2009, **Claude Cazes** revient, pour IFEC Mag, sur les actions fortes de ces quatre dernières années.

Je salue l'initiative de l'IFEC de présenter aujourd'hui un dossier complet et objectif des actions que les élus du syndicat ont menées depuis 4 ans dans le domaine du commissariat aux comptes. Plus qu'un bilan, cette présentation illustre et explique le changement net et déterminé d'orientation stratégique prise pour cette profession.

En effet, cette mandature a commencé début 2009, aussitôt après le choc de la remise en cause du commissariat aux comptes dans la loi de modernisation de l'économie du mois d'août 2008.

“

Nous avons fait un choix clair : donner une ambition à long terme au commissariat aux comptes en France”

Claude Cazes



Dès lors, nous avons fait un choix clair : donner une ambition à long terme au commissariat aux comptes en France. Pour nous, cela s'est traduit par : ne plus subir les aléas de notre environnement, passer d'une politique défensive à une politique offensive, prendre notre destin en main.

Pour mettre en œuvre cette nouvelle politique nous avons défini 3 priorités :

- réformer la mission d'audit en l'adaptant à la taille des entités contrôlées,
- simplifier et faciliter la gestion des mandats par les professionnels,
- promouvoir le métier et le développer.

Nous avons travaillé en profondeur, en reconstruisant, en quelque sorte, un nouveau modèle économique pour inscrire le commissariat aux comptes comme un facteur indiscutable de la sécurité financière.

Je crois que nous y sommes parvenus si j'en juge par les nouveaux champs d'intervention que le législateur nous a confiés depuis 4 ans.

Pour autant, le travail n'est pas terminé, parce qu'il doit se porter maintenant sur la scène européenne.

A cet égard, nous avons, en remportant déjà des succès tangibles, engagé une action de lobbying ambitieuse visant à faire prospérer en Europe les vertus du commissariat aux comptes français : un périmètre d'audit PME fondé sur la nature juridique des entreprises, un produit d'audit adapté à la taille (norme PE), une pratique reconnue du co-commissariat aux comptes.

J'ai la conviction que l'évolution des économies européennes, la crise de la dette, les taux de chômage insupportables sont autant de facteurs nécessitant une sécurité financière efficace, ajustée, globale. A cet égard, le modèle français de l'audit est une bonne réponse. Je donne ma totale confiance aux élus de l'IFEC qui se présentent aujourd'hui à vos suffrages pour mener ce combat porteur d'avenir. ■

« Pour le commissariat aux comptes, la France est un exemple à l'échelle européenne »

Président de la section IFEC Paris Île-de-France, **Florent Burtin** fait le point sur la suite du Livre vert.



Quelle est la vocation de la future réglementation européenne ?

Elle s'articule autour de deux éléments légaux parus le 30 novembre 2011 et amendés sur le second semestre 2012 : la directive et le règlement. D'un côté, la directive relative à l'audit en général et qui sera transposée dans le droit de chaque état. D'un autre côté, le règlement, qui concerne uniquement les Entités d'Intérêt Public, et qui aura pour particularité de s'appliquer directement sans retranscription législative locale. C'est en cela qu'il s'agit d'une approche différenciée.

Quels enjeux soulève-t-elle ?

Les parlementaires essaient d'instaurer des mesures qui doivent garantir une meilleure compréhension du travail de l'auditeur, son indépendance et la non concentration du marché de l'audit. La Compagnie a mis en évidence que l'organisation française actuelle du commissariat favorisait l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché et le maintien de l'équilibre entre un audit EIP et PME. Ainsi certains cabinets ont choisi de se spécialiser sur certains secteurs et le co-commissariat permet l'émergence de ces acteurs. Les sociétés auditées ont donc le choix de leur auditeur. Pour la Compagnie, la France est un exemple à l'échelle européenne. Il faut combattre la rotation des sociétés d'audit et les appels d'offres obligatoires sur les sociétés EIP. Il faut favoriser le co-commissariat et l'audit PME tels que la France les préconise.

Quel est le rôle de l'IFEC ?

L'IFEC essaie de comprendre dans quelle mesure ces actions peuvent être des solutions alternatives aux contraintes du règlement et de la directive tels qu'ils sont aujourd'hui préparés par le Parlement. L'IFEC est

“

Aujourd'hui, la rédaction de la directive européenne ne remet pas en cause l'audit PME tel que nous l'avons défini en France”

Florent Burtin

à l'écoute de tous les partenaires et travaille avec la Compagnie pour favoriser les bonnes pratiques françaises et les pousser au niveau européen. Nous travaillons aussi avec le groupe de contact de la Compagnie, piloté par Claude Cazes et Yves Nicolas et composé de l'USEC, l'IFEC, ECF, le CGCI, l'ANECS, le CJEC et Option Initiatives Audit.

Quelle est la position de l'IFEC ?

L'enjeu a été de conforter l'audit différencié non seulement entre EIP et non EIP, directive et règlement, mais aussi entre l'audit des PME et celui des grands groupes. Aujourd'hui, la rédaction de la directive européenne ne remet pas en cause l'audit PME tel que nous l'avons défini en France. C'est un acquis très important puisque l'audit PME représente la majorité du travail réalisé par le Commissaire aux comptes. L'IFEC est contre les appels d'offres obligatoires, les sociétés d'audit pur et contre une rotation obligatoire des cabinets, car il existe des mesures alternatives telles que le co-commissariat. L'IFEC défend le modèle Français ! ■

L'AVENIR DE LA PROFESSION

« Le Haut Conseil adhère à la démarche des autorités européennes »

Le Haut Conseil au Commissariat aux Comptes a publié son rapport sur les projets de directive et de règlement européens relatifs au contrôle légal des comptes. La Présidente **Christine Thin** revient sur les recommandations du H3C.

Quels sont les principaux points soulevés dans le rapport ?

Le Haut Conseil adhère à la démarche des autorités européennes. Tout ce qui va dans le sens d'un renforcement de l'auditeur renvoie à un point clé de la législation française en matière de qualité et de sécurité. Mais nous avons une réserve autour du risque de voir la profession se scinder à cause de deux vecteurs différents avec une force obligatoire différente. D'un côté le règlement pour tout ce qui est EIP,

“

La profession n'est pas en danger ”

Christine Thin



de l'autre la directive qui va nécessiter une transposition dans le corpus législatif pour les dispositions d'ordre général. Un certain nombre de dispositions majeures, notamment la notion de scepticisme professionnel, n'apparaît que dans le règlement alors qu'elle aurait sa place dans la directive. Il semble qu'il y ait une certaine méconnaissance chez nos homologues européens de ce qu'est le co-commissariat à la française, c'est-à-dire la notion de collège, de rapport unique et d'exigence dans la capacité des intervenants à se forger leur propre opinion sur les comptes. Ce que nous proposons dans notre rapport c'est que le co-commissariat soit mieux mis en valeur et apporte davantage de bénéfices à l'entreprise, notamment que l'allongement du délai de rotation soit plus significatif et que cela réduise le recours aux appels d'offres obligatoires.

Depuis la loi du 23 juillet 2010, les Experts-comptables peuvent réaliser des activités commerciales accessoires. L'article L822-10 du Code de commerce stipule qu'elles sont incompatibles avec les activités de Commissaire aux comptes. La question préoccupe l'IFEC. Quel est l'avis du H3C ?

Depuis 2010, évidemment nous avons pris en compte l'existence de cette loi mais le Haut Conseil n'a pas été saisi d'une demande quelconque à son propos. D'un point de vue personnel, et ma position n'engage pas celle du H3C, je constate que la loi du 23 juillet n'a pas abrogé l'article L822-10 du Code de commerce qui dit clairement que le Commissaire aux comptes ne peut avoir d'activité commerciale. Un cabinet d'expertise comptable peut avoir des activités annexes mais n'y est pas obligé. De même, il peut accepter des mandats de commissariat aux comptes mais n'y est pas obligé. Il y a des choix à faire et, en l'état actuel des textes, on ne peut pas tout avoir. Il faut aussi veiller à préserver l'essence de la mission du Commissaire aux comptes. La profession n'est pas en danger. Au contraire, on demande à l'auditeur d'apporter plus de sécurité car on lui reconnaît ce rôle. Si la profession doit encore évoluer c'est par sa compétence et la qualité de ses prestations. Cela impose sans doute les mouvements que l'on connaît déjà de regroupement de moyens. Mais tout ça, vous savez déjà très bien le faire. Vous vous êtes déjà mis en marche dans cette direction. ■

« Il y a une certaine résilience de notre marché en cas de crise »

Béatrice Jestin est membre du Bureau de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Focus sur un contexte économique favorable au métier.



L'activité de commissariat aux comptes a bien résisté à la crise. Comment l'explique-t-on ?

Par la loi qui a, d'une part, permis à la profession d'élargir son périmètre d'intervention. En effet, les Commissaires aux comptes ont désormais accès à de nouveaux secteurs : universités, syndicats, fonds de dotation... D'autre part, le H3C a homologué les normes relatives aux Diligences Directement Liées. Ces missions, complémentaires à la mission d'opinion, sont encore peu connues. Elles visent le contrôle interne, l'émission de consultations ou d'attestations. Les clients peuvent désormais, dans un cadre légal, solliciter leur Commissaire aux comptes au-delà de la seule émission d'opinion sur leurs comptes annuels.

Des relais de croissance qui mettent la profession à l'abri ?

N'oublions pas que la mission de commissariat aux comptes est une mission légale. Quand la loi les y oblige, les entreprises sont tenues de nommer un Commissaire aux comptes, pour une période de six ans. Les professionnels bénéficient donc d'une protection très forte puisque son marché est, en quelque sorte, captif. Il y a une certaine résilience de notre marché en cas de crise car les entreprises, qu'elles soient en bonne santé ou non, ont l'obligation de conserver leur commissaire.

Quels obstacles reste-il à dépasser ?

Malgré la croissance de notre profession, les Commissaires aux comptes n'échappent pas à une problématique de taille : nous ressentons les effets de la crise à travers une négociation de plus en plus complexe avec nos clients sur le montant de nos honoraires. Les dirigeants nous demandent d'être attentif à leurs difficultés mais notre métier nécessite le recours à des personnes bien formées et rémunérées à un prix de marché élevé. C'est un point qui fait intrinsèquement débat dans la profession. Bien que notre mission en tant que

“

Les clients peuvent désormais, dans un cadre légal, solliciter leur Commissaire aux comptes au-delà de la seule émission d'opinion sur leurs comptes annuels”

Béatrice Jestin

telle ne soit pas remise en question, grands et petits cabinets doivent être conscients de ce danger car il en va de la qualité de nos missions.

Quelles sont les perspectives d'avenir de la profession ?

Il est certain que notre périmètre va continuer à s'élargir car notre environnement a toujours besoin de transparence, d'assurance et de qualité. Le Commissaire aux

comptes est un acteur incontournable de cette sécurité dans les transactions financières et la santé des acteurs économiques. Il sera de plus en plus sollicité pour des missions de certification auprès d'opérateurs qui, à ce jour, échappent à l'obligation légale, tels que les hôpitaux, les collectivités locales. En synergie avec la Compagnie, l'IFEC est l'aiguillon qui permet de rester attentif aux besoins des professionnels. ■

EXPERTS-COMPTABLES - COMMISSAIRES AUX COMPTES : LA COMPLEMENTARITÉ

« Nous sommes des partenaires et notre valeur ajoutée est complémentaire »

Quitterie Lenoir préside la Commission Marketing de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes et décrit les enjeux communs des deux professions.

Sur quoi repose cette complémentarité ?

Le duo est gagnant lorsque chacun travaille dans les intervalles de ce que ne fait pas l'autre. La complémentarité provient d'un travail concerté, à deux têtes, autour du chef d'entreprise. Elle est également fixée par nos normes d'exercice professionnel. Nous, Commissaires aux comptes, intervenons très en amont du bilan et analysons le fonctionnement de l'entreprise en termes de procédure : qui a le pouvoir d'engager ? Comment sont protégés les actifs ? L'Expert-comptable travaille à la construction des comptes, la présentation, la fiscalité et la production sociale. Nos expertises sont tout à fait complémentaires.

Quels en sont les bénéfices pour le client ?

La concertation des deux professionnels permet de dimensionner leur mission, en évitant des contrôles redondants. Le client percevra la valeur ajoutée du Commissaire aux comptes qui se situe d'une part en amont des comptes et d'autre part à l'issue de leur production, par un travail de certification et la délivrance d'un label de qualité. Dans l'intervalle, l'Expert-comptable construit la présentation des comptes. Donc la valeur ajoutée pour le client c'est la présence, tout au long de la chaîne de production de l'information comptable, de spécialistes dotés chacun de leurs missions propres.

Comment renforcer la "marque Commissaire aux comptes" sans risquer la confusion avec celle de l'Expert-comptable ?

Nous sommes des partenaires mais n'apportons pas la même valeur ajoutée. La marque Commissaire aux comptes est celle d'un créateur de confiance, d'un certificateur indépendant. Cette marque, nous la travaillons auprès de nos clients, de notre environnement, les pouvoirs publics nationaux et européens notamment. Nous avons la volonté de



La valeur ajoutée de l'un est relayée par celle de l'autre

Quitterie Lenoir



la faire mieux connaître auprès des chefs d'entreprise du MEDEF et de la CGPME grâce à notre adhésion au niveau national. Cette adhésion sera déclinée dans les régions et départements d'ici fin 2012. La commission marketing de la CNCC travaille avec les présidents des 33 régions pour mailler le terrain. L'objectif est

d'améliorer la connaissance de nos missions par les dirigeants et de leur démontrer l'utilité de chacune de nos missions.

Quels sont les points de rencontre du Conseil supérieur de l'Ordre et de la Compagnie ?

Le Conseil supérieur et la Compagnie Nationale dialoguent régulièrement et offrent des services communs comme la représentation de nos deux professions au niveau international ou la réflexion sur les normes comptables. Mais pour être complémentaires, il faut être deux. La valeur ajoutée de l'un est relayée par celle de l'autre. C'est ce que nous souhaitons rendre évident pour le chef d'entreprise. ■

« Là où l'on est le mieux à même d'adapter le contrôle d'activité aux petites entités, c'est bien à l'IFEC »

Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et vice-Président de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, **Yves Nicolas** fait le point sur une problématique toujours très actuelle.

Le contrôle d'activité, une obligation positive ?

Oui, car on se place du point de vue d'une profession libérale, régulée au contrôle d'activité sévère certes, mais indispensable puisque nous sommes des professionnels garants d'une confiance et d'une transparence. C'est donc la rigueur de notre contrôle qui lui confère son image positive.

Comment est effectué le contrôle d'activité ?

“

Un contrôle est fait pour mettre en exergue les lacunes, il contribue à l'amélioration du dossier”

Yves Nicolas

Le contrôle d'activité a eu tendance à couper la profession en deux : les cabinets qui ont des mandats EIP et ceux qui n'en ont pas. Ceux qui en ont sont contrôlés par le H3C, donc par des contrôleurs indépendants de la profession. Pour ceux qui en ont peu, la Compagnie Nationale a obtenu une délégation permettant un contrôle par des confrères désignés par elle. Cette situation est un vrai succès pour notre profession car il n'était pas prévu par la loi. Ceux qui n'en ont pas sont directement contrôlés par les Compagnies Régionales. Au global, 75 % des

contrôles sont effectués par des confrères. Nous sommes donc une profession régulée, réglementée et crédible avec, en outre, un historique ancien de contrôle confraternel. N'oublions pas que si un contrôle est fait pour mettre en exergue des lacunes, il contribue à l'amélioration continue du dossier.

Quelle problématique reste en jeu en matière de contrôle ?

Notre contrôle est maintenant mature. Néanmoins, il doit être simplifié pour les petits dossiers. Le questionnaire de contrôle est un référentiel qui se veut exhaustif, il

est donc très développé. A l'IFEC, nous avons une volonté de simplifier les questionnaires pour les petites entités, non EIP.

Quel est le travail de l'IFEC ?

Une sensibilisation du sujet a été faite pour simplifier le questionnaire des petites entités. Des propositions sont en cours d'élaboration et seront présentées au Secrétaire général du H3C, ultime décisionnaire. Une discussion est donc ouverte. Ce que peut apporter l'IFEC c'est justement sa connaissance des dossiers. A l'IFEC, toute la profession est représentée, ce qui permet de connaître tous les types de dossiers et d'être plus pertinent dans la discussion, pour trier ce qui est utile de ce qui ne l'est pas. Certains communiquent d'ailleurs aujourd'hui sur le fait que s'il y a une Norme Petites Entités, c'est grâce à eux. N'oublions pas que cette norme vient du Conseil national à majorité IFEC. Aujourd'hui, et une fois de plus, là où l'on est le mieux à même d'adapter notre profession et donc le contrôle d'activité aux petites entités, c'est bien à l'IFEC. ■



APPELS D'OFFRE : HALTE AUX ABUS

« Valoriser la qualité d'une prestation ce n'est pas facile et beaucoup de cabinets ne sont pas outillés pour le faire »

René-Charles Perrot préside la Commission Formation Continue de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Il nous alerte sur les aberrations de certaines pratiques.

Pouvez-vous rappeler comment s'effectuent les appels d'offres ?

Notre profession, qui évolue vers des entités publiques, est sollicitée de plus en plus par appels d'offres. Par ailleurs, la mise en concurrence est aussi utilisée pour obtenir des réductions dans la tarification des prestations. Prendre le moins cher quand il s'agit d'une mission légale, c'est une tendance lourde du marché. Mais cela limite la possibilité de se différencier. Un autre fait est préoccupant : recourir au dumping pour acquérir des parts de marché. Face au phénomène

“

Prendre le moins cher quand il s'agit d'une mission légale, c'est une tendance lourde du marché”

René-Charles Perrot



général de la recherche du moins disant, la stratégie consiste à casser les prix. C'est une problématique importante pour la profession car elle peut avoir des conséquences en terme de qualité.

S'agit-il de l'abus principal contre lequel la profession doit lutter en matière d'appels d'offres ?

Oui, notre profession ne doit pas rentrer dans un débat dans lequel elle recommande des prix et où l'on risque de se retrouver dans un système d'entente. Je vous renvoie à l'article 31 du code de déontologie. Les Commissaires aux comptes sont tenus de faire des déclarations d'activité pour avoir un suivi du niveau d'honoraires. On y a ajouté une obligation : indiquer si de nouvelles missions ont été obtenues par appel d'offres ou mise en concurrence. En toute transparence, la profession saura ainsi quelles prestations ont été pratiquées à des taux horaires bas. Notre objectif est que les gens ne sacrifient pas à la qualité sous prétexte qu'ils ont pris des dossiers dans de mauvaises conditions.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la Norme de Bon Exercice 2 ?

La NBE2 n'a toujours pas été approuvée par le Conseil national car certains restent opposés à l'idée d'endosser "l'habit du gendarme". Pourtant, elle ne fait que rappeler les obligations déontologiques. En février dernier, il y a eu une circulaire administrative sur le bon usage des appels d'offres. Son but : sensibiliser les nouvelles entités vers des offres anormalement basses et aider à la définition d'un cahier des charges pertinent afin qu'il n'y ait pas de mauvaises surprises.

A terme, quels sont les pièges à éviter ?

Valoriser la qualité d'une prestation ce n'est pas facile et beaucoup de cabinets ne sont pas outillés pour le faire. A prix égal, le cabinet qui a une plus grosse notoriété a plus de chances d'être retenu. De plus, nous avons une obligation de moyens qui est forte, de même qu'une responsabilité civile et pénale importantes. S'il y a une dégradation trop forte des tarifs, on risque de se retrouver avec une concentration encore plus forte du marché. On ne désespère pas d'obtenir des pouvoirs publics une réglementation sur les prestations de services rendus à perte. ■

« Le Commissaire aux comptes a besoin de réaffirmer sa mission d'intérêt général »

Présidente de la Commission Communication, **Carole Meschberger-Cherrier** revient sur un axe central de la politique de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.



Quels sont les outils et actions de communication de la CNCC ?

Son travail s'adresse d'abord aux professionnels avec la conception du journal L'Auditeur qui paraît depuis avril 2010. Tiré à 20 000 exemplaires, il est devenu un incontournable trait d'union entre la Compagnie et les Commissaires aux comptes. Vers le grand public, la commission s'est attachée à améliorer la connaissance du métier en mettant en oeuvre la refonte du site public, en réalisant un film sur les 40 ans de la profession et des spots TV sur la chaîne LCI. En 2012, les travaux de la commission portent essentiellement sur les jeunes et la création d'un nouveau logo.

Quel est l'enjeu autour de la "marque Commissaire aux comptes" ?

La Compagnie a mené dès 2008 une campagne de communication vers les entreprises, particulièrement les PME : « Le Commissaire aux comptes, créateur de confiance ». Mieux faire connaître le rôle et les missions du Commissaire aux comptes, tel est l'objectif de cette campagne autour de notre marque. La Compagnie s'applique à mettre en évidence ses atouts de sécurité et de transparence dans un monde de crise économique et de turbulences financières.

Quelles perspectives d'avenir pour la profession ?

Notre modèle, qui a su démontrer sa valeur ajoutée en Europe, devra s'adapter aux prescriptions nouvelles de la Commission européenne dans son Livre vert. Il faudra aussi que vienne le temps d'une démarche plus offensive, à la rencontre de nos clients et notamment des PME, afin que chacun puisse comprendre la pertinence et la qualité de notre mission et de notre marque. La certification des comptes doit devenir synonyme d'atout au service de la croissance économique. Notre profession conjugue croissance,

“

En 2012, les travaux de la commission portent essentiellement sur les jeunes et la création d'un nouveau logo”

Carole Meschberger-Cherrier

confiance, contrôle, justice et économie. C'est une chance, mais aussi un défi quotidien, sans doute plus difficile aujourd'hui qu'hier.

Comment démontrer l'utilité de la mission ?

La CNCC a engagé cinq démarches pour renforcer et simplifier la rela-

tion du Commissaire aux comptes avec son client : les travaux de la commission PE, des travaux sur la complémentarité des missions Expert-comptable/Commissaire aux comptes, un groupe de travail de la CNCC avec le comité PME du MEDEF, des liens institutionnels renforcés avec les organisations comme la CGPME et le MEDEF et, bien sûr, des liens renforcés et pérennisés avec les pouvoirs publics et les parlementaires. Cette communication plus constante, plus riche, moins technique est l'une des clés de la promotion de notre métier. Le Commissaire aux comptes a besoin de réaffirmer sa mission d'intérêt général. C'est un comportement au quotidien qui s'inscrit dans le processus que constitue le mandat. ■

LES FINANCES DE LA COMPAGNIE : UNE ATTENTION DE TOUS LES INSTANTS

« La Compagnie a réussi à déployer un fonctionnement plus efficient et à faire face à tous les enjeux par une volonté politique forte »

Angel Bricola est trésorier de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, une mission clé dans les choix et actions de l'entité.

Quelles sont vos principales préoccupations ?
Il existe un certain nombre d'éléments récurrents que nous anticipons avec suffisamment de précision et puis, régulièrement, il y a des éléments dictés par l'actualité qui ont une incidence sur les finances de la Compagnie et qui nécessitent des arbitrages. Notre travail est de trouver le bon équilibre entre les coûts engagés et l'action à financer. Pour le Livre Vert sur l'audit légal, il a fallu engager des moyens pour financer des analyses, des actions de lobbying, organiser des réunions. C'est certainement le sujet le plus structurant pour l'avenir de notre profession. Nous avons su faire face et gérer les impacts budgétaires grâce à la politique menée jusque-là, qui nous a permis d'avoir les disponibilités suffisantes.

L'assistance aux professionnels reste-t-elle un poste majeur dans le budget de la Compagnie ?

Cela a toujours été un sujet important dans un souci d'accompagnement des professionnels. Cette assistance a été d'abord guidée par la nouvelle orientation donnée à la mission d'audit, qui a pour particularité celle de l'audit proportionné. C'est un audit à part entière, adapté à la taille de l'entité auditée, taille prise en compte pour identifier les risques, établir le plan de contrôle et émettre des conclusions pertinentes et utiles pour le dirigeant de l'entreprise ou de l'association. L'assistance aux confrères a aussi consisté à rénover tout le fond documentaire, indexé et accessible aux professionnels. La refonte des notes d'informations, ouvrages, guides pratiques et thématiques a pris trois ans et devrait être, pour l'essentiel, aboutie fin 2012.

Quelles sont les zones de progrès et les perspectives d'amélioration ?

“

L'assistance aux confrères a consisté à rénover tout le fond documentaire”

Angel Bricola



Sur la base d'une évolution très modérée des cotisations, la Compagnie a réussi à financer un fonctionnement beaucoup plus efficient avec plus de moyens en interne, et à faire face à tous les enjeux par une volonté politique forte. Parmi les points qui nécessiteront quelques ajustements : le financement du contrôle d'activité. Il a été plus difficile à piloter, car nous n'étions pas totalement maîtres des programmes de contrôle orientés et supervisés par le H3C. Une diminution de l'appel à cotisations à ce titre n'est pas à exclure. La première période de contrôle des cabinets EIP s'est achevée fin 2011, nous en sortons avec des enseignements. Nous sommes dans la cinquième année pour le contrôle des cabinets non EIP et commençons à avoir un vrai recul sur les moyens à mettre en œuvre. Il va de soi que, par la suite, les financements seront ajustés en conséquence. ■

« Des étudiants ont une vocation entrepreneuriale et souhaitent se réaliser en créant leur propre cabinet »

Fabrice Vidal est Secrétaire du Conseil de Gestion de l'IFEC Paris Île-de-France et fortement mobilisé au sein de son cabinet sur les questions d'attractivité. A l'IFEC, il mène des actions pour convaincre de l'intérêt de développer le commissariat aux comptes dans son cabinet et d'exercer le métier d'audit même à titre secondaire.

L'attractivité est le pilier des actions de l'IFEC. Pourquoi est-ce l'enjeu de toute la profession ?

Attirer les talents est un enjeu majeur pour le développement et la pérennité de nos cabinets. Aujourd'hui, les étudiants ont bâti leur imaginaire sur la vie dans un grand cabinet d'audit anglo-saxon mais ne savent presque rien du cabinet petit ou moyen dans lequel on fait aussi de l'audit et de l'expertise comptable. Auparavant, beaucoup de confrères enseignaient en écoles de commerce. Ils en profitaient pour expli-

quer leur métier et susciter des vocations. Aujourd'hui, pour obtenir les accréditations internationales, ces écoles recrutent surtout des docteurs. Il est inquiétant que les professionnels de demain n'aient pas connaissance de la pluralité des modes d'exercice qui s'offre à eux.

Que doit-on craindre ?

Le danger c'est de ne plus attirer les talents. Certains professeurs universitaires conseillent pour voie royale de faire un troisième cycle en audit alors que tous ne s'y épanouiront pas. Des étudiants ont une vocation entrepreneuriale et souhaitent se réaliser en créant leur propre cabinet. Moi-même, dans le cadre de notre politique de

recrutement, je me rends dans des écoles de commerce où l'on a bâti une relation de confiance avec le corps professoral et les étudiants. Les jeunes ont l'opportunité de découvrir les différents modes d'exercice et de choisir ce qui leur conviendra le mieux.

Quels moyens d'action reste-t-il à privilégier ?

Si l'on ne peut plus rentrer dans les écoles par l'enseignement, il faut trouver le moyen d'aller à leur rencontre. Cela pourrait se faire de manière institutionnelle par les CRCC ou les CROEC. On peut imaginer

une Semaine de l'expertise comptable et du commissariat aux comptes avec des journées Portes Ouvertes pendant lesquelles les étudiants rencontreraient nos équipes qui leur présenteraient leur travail quotidien.

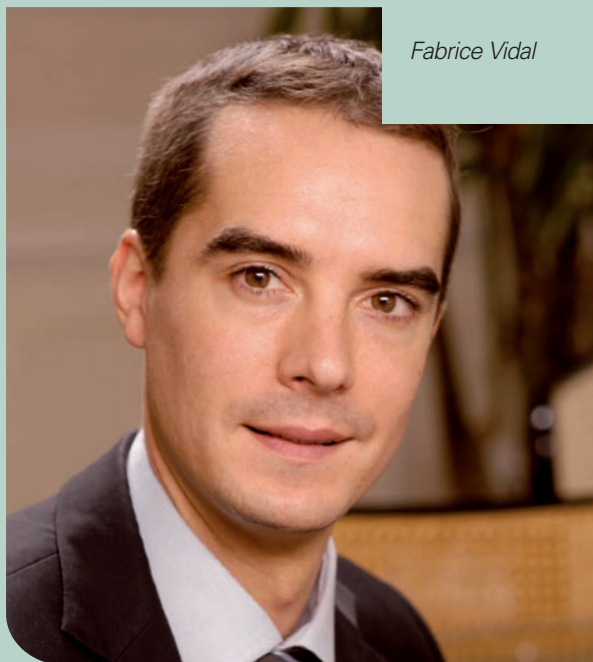
Recruter c'est une chose, fidéliser en est une autre ?

Une fois qu'ils ont une connaissance concrète de leurs missions et perspectives, ils ont confiance, découvrent la richesse de nos métiers et font souvent le choix de rester. Mais la fidélisation se fait surtout grâce aux valeurs du cabinet et se joue parfois dans des détails. La technologie peut être un moteur. Par exemple, pourquoi ne pas proposer le Bring Your Own Device américain permettant aux jeunes de travailler sur leurs téléphones ou ordinateurs personnels, dans le respect des contraintes de sécurité ? ■

“

On peut imaginer une Semaine de l'expertise comptable et du commissariat aux comptes avec des journées Portes Ouvertes pendant lesquelles les étudiants rencontreraient nos équipes”

Fabrice Vidal



L'ATTRACTIVITÉ : SUSCITER L'ATTRAIT DÈS L'ORIENTATION

ATTRACTIVITE DE LA PROFESSION : ATOUTS, COMMUNICATION ET OUVERTURE

Le point de vue d'Arnaud Tonnet, Expert-comptable, Commissaire aux comptes.

« Nous sommes les acteurs d'une profession qui a tellement d'atouts. Regardons l'engagement exemplaire de nombre de collaborateurs au sein des cabinets pour nous convaincre de l'attractivité de nos métiers. Quels autres acteurs économiques peuvent se prévaloir d'une présence au sein de l'ensemble des conseils d'administration des grandes entreprises en France, d'être au contact des dirigeants de l'essentiel des petites et moyennes entreprises et d'accompagner la plupart des chefs d'entreprise et créateurs d'entreprise dans leurs projets et leurs développements ? Quels autres professionnels peuvent offrir à leurs collaborateurs l'opportunité d'acquérir des compétences techniques, commerciales et managériales pour servir les clients, développer la clientèle des cabinets et gérer la vie d'un cabinet ?

Mais les enjeux de développement et de croissance nous obligent à aller au-delà. Pour accroître l'attractivité de nos métiers et attirer toujours plus de jeunes talents, à nous de faire connaître davantage nos métiers, partager nos expériences, faire preuve d'ouverture et de transparence au sein de nos structures. N'ayons pas peur d'ouvrir les portes de nos cabinets, l'exemple des professionnels est un des meilleurs atouts pour créer l'adhésion et susciter les vocations. La diversification des profils est indispensable pour faire grandir nos structures, attirer de nouveaux talents et servir nos clients. Des profils plus variés doivent pouvoir aussi rejoindre la profession et se retrouver dans d'autres dimensions de nos métiers. A nous de montrer ce que représente la réalité de notre profession loin des clichés et stéréotypes encore trop souvent présents dans l'imaginaire collectif.

Les diplômes doivent permettre à chacun d'assimiler les concepts et techniques de base et découvrir

“

Les rythmes de vie évoluent, les carrières et les profils se complexifient.

Il est important de diversifier les voies d'accès pour ne pas risquer l'isolement ”

Arnaud Tonnet



la richesse de nos métiers, ils ne doivent pas devenir un frein à l'épanouissement ou empêcher les équilibres vie personnelle / vie professionnelle auxquels beaucoup de jeunes sont aujourd'hui très attachés. Il est important que les passerelles se multiplient, que les

reconnaisances se fassent plus aisément, qu'une part de souplesse soit insinuée dans le processus pour ne pas remettre en cause des carrières naissantes sur des aspects trop administratifs. Les rythmes de vie évoluent, les carrières et les profils se complexifient. Il est important de diversifier les voies d'accès pour ne pas risquer l'isolement et une certaine forme d'« ethnocentrisme ». Ainsi la réforme du certificat d'aptitude à la fonction de Commissaire aux comptes est une excellente nouvelle pour l'avenir de la profession et va clairement dans le sens de cette ouverture indispensable. » ■

LE CO-COMMISSARIAT AUX COMPTES

L'EUROPE
ET L'AUDIT

Lionel Escaffre est Commissaire aux comptes, Professeur associé à l'Université d'Angers et Directeur de la Chaire Règles et Marchés de l'Université d'Angers. La France, un cas d'école ?



“

Il nous reste à convaincre nos partenaires européens”

Lionel Escaffre

Quel sera l'impact de l'audit conjoint sur l'avenir du commissariat ?

Nous entrons dans une civilisation de régulation et une économie « des intermédiaires ». On s'attend de plus en plus à ce que les autorités publiques délèguent certains éléments de régulation à des tiers indépendants. Sur trois axes futurs le commissariat ne peut que se développer : le secteur non-marchand où l'audit conjoint permettra d'intervenir pour de grosses associations ou fondations mais aussi la RSE, la dématérialisation croissante des transactions financières et le cloud computing qui nécessitent des tiers de confiance. ■

Où est-on du co-commissariat en France ?

L'audit conjoint est une spécificité française, considérée comme une “bonne pratique” par la Commission européenne. Il est obligatoire pour les sociétés tenues d'établir et de publier des comptes consolidés de groupe. Il repose sur une norme d'exercice professionnel : la NEP100 dont les élus de l'IFEC à la Compagnie sont à l'initiative. Des études prouvent que 70 % des entreprises françaises y sont favorables. Le co-commissariat est un facteur de qualité des travaux car la présence de deux cabinets permet un certain pluralisme dans l'analyse des risques.

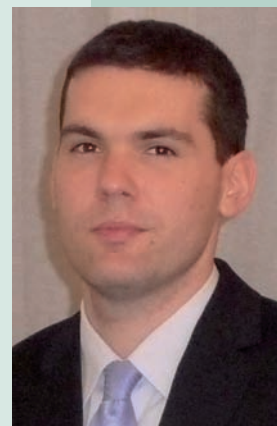
Quid de la réforme de mai 2012 ?

Le groupe de la Commission européenne s'est interrogé sur la possibilité d'étendre l'audit conjoint partout en Europe. Néanmoins, les autres pays membres n'ayant pas historiquement intégré cette pratique, cela n'a pas été retenu comme une pratique obligatoire. Il nous reste donc à convaincre nos partenaires européens puis internationaux au sein de l'IFAC.

L'avis d'Olivier Ramond, Professeur à l'université Paris-Est-Créteil et à Paris-Dauphine, avocat à la cour.

« Au niveau communautaire, la réflexion du législateur a quelque peu évolué depuis 2010. Positionné comme un facteur de déconcentration du marché de l'audit par le Livre vert pour “éviter les turbulences [...] si l'un des grands réseaux d'audit faisait faillite”, l'audit conjoint rencontrait, à la même époque, les faveurs du législateur européen qui envisageait d'“introduire la formation obligatoire d'un consortium de cabinets d'audit qui compte au moins une société d'audit n'ayant pas une importance systématique pour les audits des grandes entreprises”. Actuellement, bien que reconnaissant que cette pratique “contribuerait à améliorer la qualité de

l'audit”, le législateur européen a choisi de ne pas l'imposer, laissant le soin aux Etats membres de résoudre cette question. Le H3C, dans son rapport, préconise que le co-commissariat soit rendu obligatoire pour les entités d'intérêt public et vient marquer ainsi son attachement à l'audit conjoint. Au-delà de cette tempérance européenne, on ne peut que se réjouir que cette pratique, aux saveurs d'exception française, soit consacrée au niveau communautaire en des termes aussi élogieux, ce qui laisse supposer que d'autres Etats membres pourront, par le biais de leur droit interne, contribuer à la généralisation de cette bonne pratique à terme ».



PACK PE ET PACK PA

« Les packs ont deux ans d'existence et une version 3 du pack PE est déjà envisagée »

Focus sur les packs PE et PA avec **Christian Thévenin**, membre du Bureau de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.

Pouvez-vous nous rappeler la vocation de ces packs et leur fonctionnement ?

C'est un ensemble d'outils qui permettent aux Commissaires aux comptes qui le souhaitent de faciliter la formalisation de leurs diligences mais aussi de mettre en œuvre et de structurer leur démarche d'audit pour ces "Petites Entreprises" et "Petites Associations", dans le respect des normes d'exercice professionnel. Ils ont donc été pensés et conçus pour faire gagner du temps aux professionnels, qui sont souvent nombreux à regretter un certain formalisme exigé par nos instances.

Quelle a été la volonté de la Compagnie en les diffusant aux cabinets ?

Il s'agit de tenir compte de ces structures très particulières en leur adaptant des outils sur mesure. Certes, ils ne sont pas obligatoires. Le Commissaire aux comptes peut toujours utiliser des logiciels intégrés d'audit ou ses propres outils développés dans le cabinet. C'est une juxtaposition d'outils de bureautique qui simplifient la pratique du métier mais qui ne signifient pas audit "au rabais", d'autant plus que la démarche, le choix et le jugement du professionnel restent déterminants.

Quels sont les retours des Commissaires aux comptes sur leur utilisation ?

Ce sont des outils qui évoluent en fonction de la demande. Sur le portail de la Compagnie, il est d'ailleurs possible de laisser des commentaires et d'échanger pour les faire évoluer. La remontée d'informations du terrain est très bonne si j'en juge par la participation des professionnels aux journées techniques organisées en juillet à la Maison de la

“

La démarche, le choix et le jugement du professionnel restent déterminants”

Christian Thévenin



Mutualité à Paris et aux différentes formations organisées dans les Compagnies Régionales. Ces outils doivent encore vivre et évoluer et les praticiens y semblent particulièrement attentifs. Les packs ont deux années d'existence et une version 3 du pack PE est déjà envisagée.

Quels seront leurs impacts concrets sur l'évolution de la pratique du métier ?

Le principal enjeu, et c'est la volonté du Président Cazes, est d'aider les professionnels exerçant dans des cabinets de taille moyenne et non parfaitement identifiés comme des cabinets spécialisés en audit, à utiliser des outils adaptés à l'exercice de leur métier tout en s'appuyant sur une méthodologie en adéquation avec la complexité des entreprises et associations auditées. ■

« Les régions ne peuvent plus rester à l'écart de ce positionnement pour des raisons objectives de respect des obligations réglementaires »

Patrick Rolland, Président du syndicat UCCL (Union des Commissaires aux Comptes et Experts-comptables Libéraux), préside également le Comité de Pilotage du Système d'Information de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Il nous en explique la vocation et le fonctionnement.

La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes a entamé un processus d'encadrement du pilotage de son système d'information. Le Comité de Pilotage du Système d'Information (CPSI) de la Compagnie est composé d'élus et de permanents de la CNCC. Il constitue le prolongement du Comité de pilotage du portail et des commissions antérieures informatiques et est organisé en six domaines d'interven-

“

Il y a trois types d'utilisateurs qui n'ont pas les mêmes besoins ni les mêmes approches”

Patrick Rolland

tion : la documentation, la formation, les outils opérationnels, la réglementation, les relations extérieures et la veille technologique. Chaque groupe de travail, à travers son représentant participe aux réunions de synthèse du CPSI qui a pour objectif, entre autres, d'éclairer le Bureau et le Conseil national dans ses orientations et décisions et d'homogénéiser les modalités de réponse du système d'information aux besoins de la profession tant sur le plan national que régional. Les régions ne peuvent plus rester à l'écart de ce positionnement pour des raisons objectives de respect des obligations réglementaires et de rationalité.

Chaque CRCC a désormais intérêt à envisager une concertation aigüe entre son système d'information et celui de la Compagnie Nationale. Il y a trois types d'utilisateurs qui n'ont pas les mêmes besoins, ni les mêmes approches : par exemple, le Commissaire aux comptes qui souhaite saisir ses déclarations d'activité, la CRCC pour la gestion de contrôle qualité et le suivi de ses membres et la CNCC pour des statistiques professionnelles et la documentation. Actuellement, les travaux du CPSI traitent entre autres, du suivi du dévelop-

pement de l'application AGLAE (Application de Gestion Légale d'Activité). Cette nouvelle plateforme devrait être ouverte aux confrères à la fin de l'année 2012 pour la gestion des déclarations d'activité. Une nouvelle plateforme de téléchargement a été initiée il y a quelques semaines pour permettre une gestion plus ergonomique des téléchargements. Une nouvelle application de gestion de la formation est en projet, ce qui permettrait à la Compagnie d'optimiser la gestion des très nombreuses journées de formation qu'elle initie, de la conception à l'animation. Une lettre d'information a été élaborée pour être transmise à tous les présidents de région afin de les tenir informés de l'avancée des sujets traités. Pour l'avenir, il est tout à fait envisageable de mutualiser un certain nombre de services aux confrères, comme le vote en ligne, le site internet de la CRCC, le téléchargement des attestations de présence aux manifestations CRCC, des attestations d'inscription. Cela permettrait aux Compagnies Régionales de toutes tailles d'offrir à leurs membres des services de qualité éprouvée. ■



CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ET RAPPORT AMF

Le Commissaire aux comptes, au cœur de la prévention des conflits d'intérêt

Présidente de la Commission des Etudes juridiques de la CNCC, **Francine Bobet** fait le point sur les conventions réglementées et le rapport AMF.

LA MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

La loi a confié au Commissaire aux comptes un rôle d'information déterminant, passant par la rédaction d'un rapport spécial dont la lecture permet aux actionnaires « d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion des conventions ». Le champ de cette procédure n'a cessé d'être étendu, tant en termes de personnes que d'entités visées.

LES CONFLITS D'INTÉRÊT AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DE LA PLACE FINANCIÈRE

En mai 2011, l'Autorité des Marchés Financiers a confié à un groupe de travail le soin de réfléchir à des propositions



Depuis début 2012, la CNCC réactualise une étude de 1990 qui sera soumise à concertation

Francine Bobet

pour améliorer le dialogue entre actionnaires et émetteurs, le fonctionnement des assemblées et le vote des conventions réglementées. Le rapport et une recommandation de l'AMF ont été publiés en juillet 2012. En septembre 2011, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris a également émis une contribution pour « renforcer l'efficacité de la procédure des conventions réglementées ». Dans le même temps, la commission juridique de l'Institut Français des Administrateurs publiait une note de synthèse sur les conventions réglementées, visant à apporter un éclairage aux mandataires sociaux sur ce dispositif. De son côté, la Commission européenne a publié en avril 2011 un Livre vert

sur le cadre de la gouvernance d'entreprise dans l'UE, dans lequel elle s'interroge sur les transactions entre parties liées qui risquent d'être conclues « au détriment des actionnaires minoritaires » et pose la question de la publication de ces informations.

LA CONTRIBUTION DE L'INSTITUTION SUR CES PROBLÉMATIQUES

La doctrine CNCC est aujourd'hui principalement constituée de la

Note d'information IX de juin 2011 et d'une étude juridique de mai 2004. J'ai eu l'honneur de représenter la CNCC dans le groupe de travail de l'AMF. Ces travaux ont permis de confirmer que le Commissaire aux comptes est au cœur du dispositif de prévention des conflits d'intérêt et que les parties prenantes attendent de lui d'être le garant d'une information fiable et complète. Enfin, la proposition 19 du rapport du groupe de travail AMF porte sur la réactualisation par la CNCC d'une étude de 1990 afin d'apporter un éclairage sur la distinction entre les conventions qu'on peut qualifier de « libres », lorsqu'elles sont courantes et conclues à des conditions normales et celles dites « réglementées ». Initiée au premier semestre 2012 par un groupe de travail CNCC, elle sera finalisée en concertation avec le H3C et l'AMF, et en liaison avec les associations représentatives d'émetteurs et d'actionnaires. Disponible en fin d'année, cette étude pourra servir de base à la mise en place d'une charte interne aux groupes cotés pour qualifier les conventions en fonction de critères propres à chaque groupe, sous le contrôle des Commissaires aux comptes et du conseil d'administration. ■



LES HOMOLOGATIONS

UN GAGE DE QUALITÉ POUR VOS CABINETS

L'IFOR a pour vocation de proposer une offre de formation diversifiée et ciblée. Conjointement avec les membres des commissions de l'IFEC : lieux d'échanges, de réflexion, de veille et de prospective et, afin d'accompagner les professionnels, l'IFOR reste attentif aux évolutions de la profession.

Dans ce souci d'accompagnement, gage de qualité pour vos cabinets, l'IFOR propose dans son offre formation 2012/2013 une douzaine de formations "cœur de métier" homologuées par le Comité Scientifique de la CNCC.

Ces modules d'une journée sont élaborés par des spécialistes et construits autour de cas pratiques d'études de cas. Ce mode d'apprentissage concret permet un transfert de compétences et de savoir-faire quasi-immédiat. Ainsi, dès leur retour en milieu professionnel, les apprenants peuvent mettre en application leurs nouvelles connaissances.

Pourquoi homologuer nos Formations ?

- Répondre aux obligations légales de formation.
- Assurer un label qualité de nos modules formation reconnu par la profession.

- Proposer des modules métier en adéquation avec les évolutions de la profession tant d'un point de vue pratique, technique, législatif ou réglementaire.
- Accompagner les cabinets dans leur développement stratégique.

PARMI LES NOUVEAUTÉS, NOUS VOUS PROPOSONS DE DÉCOUVRIR : LA CONSOLIDATION ADAPTÉE AUX PME

La conception et l'animation de ce module par Lionel ESCAFFRE a pour objectif de faciliter la maîtrise des principales règles de consolidation, écritures de retraitement, évaluation et information financière dans le cadre d'une PME.

Cette formation permet d'identifier certaines difficultés techniques et d'élaborer une démarche de révision et d'audit.

Ce séminaire a rencontré un franc succès. Fort de ce constat et pour répondre aux souhaits des participants, l'IFOR proposera, dès la rentrée, un second module intégrant de nombreuses applications pratiques : **La consolidation appliquée aux PME : difficultés et applications pratiques.** ■



Lionel Escaffre
Président
du Conseil
scientifique IFEC
Professeur
associé à
l'Université
d'Angers

L'AUDIT DU CYCLE SOCIAL

PAR LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Ce séminaire dispensé par Véronique FABREGA a pour vocation de répondre à l'obligation du Commissaire aux comptes de certifier, en justifiant de son appréciation, de la régularité et de la sincérité des comptes. Outre l'aspect purement comptable, certains éléments relevant du droit social peuvent influencer sur la véracité des comptes. Il convient donc pour vérifier cela d'envisager l'audit du cycle social.

En parallèle de l'offre formation, Nadine de Lhopital, Responsable de l'Animation Régionale de l'IFEC, en coordination avec les sections régionales et avec l'appui d'intervenants spécialistes de leur domaine, organise régulièrement des conférences de 2 heures.

Ces animations sensibilisent la profession à des thématiques pratiques pour les accompagner dans la

gestion et le développement de leurs cabinets.

L'IFOR se charge de faire homologuer ces conférences. Ainsi, depuis janvier, 15 conférences ont été homologuées comme :

- Les 3 axes de la communication du CAC ;
- DDL et le développement de la mission du Commissaire aux comptes.

Ces conférences sont ensuite déclinées et approfondies dans l'offre formation proposée par l'IFOR.

Les homologations sont attribuées pour une durée limitée. Ainsi tous nos modules de formation sont régulièrement réactualisés ou totalement refondus afin d'assurer à nos clients des prestations de qualité et des contenus toujours au fait de l'actualité et des évolutions de nos métiers. ■

Découvrez toutes nos programmations sur www.ifec.fr



Véronique
Fabrega
Avocat spécialisé
en droit du
travail, 25 ans
d'expérience
d'associée au
sein du cabinet
Barthélémy



Nadine Thuleau
Responsable
Formation
de l'IFEC

Le blended learning plus connu sous le nom de **"formation mixte"** est un mode d'enseignement alternant formation présentielle et formation à distance avec un e-apprentissage tutoré.

Le e-learning constitue souvent un pré-requis ou un apport de base en amont d'une formation présentielle axée sur de la pratique et des échanges.

La répartition du temps varie entre 10 et 30 % en e-learning et le reste en présentiel. Chaque module doit être réalisable en une vingtaine de minutes et assurer une progression pédagogique. Les modules se décomposent en séquences sous forme de quiz, jeux, exercices pratiques, résumés, points-clés...

L'apprenant alterne entre des sessions à distance, des temps d'autoformation et des sessions en face-à-face avec le formateur. Ce dernier identifie, grâce à des sondages, les difficultés rencontrées par les participants et apporte une aide personnalisée.

La formation à distance offre un outil complémentaire dans l'acquisition de nouvelles compétences.

Ce mode d'apprentissage est particulièrement adapté aux

formations métiers, managériales, commerciales, de leadership ou linguistiques. Il est à privilégier pour les publics les plus mobiles.

AVANTAGES DU BLENDED LEARNING

- Personnaliser les parcours.
- Faciliter le contrôle individuel des acquis.
- Réduire les coûts de formation.
- Rendre les apprenants acteurs de leur formation par une implication active dans leur progression.
- Répondre au besoin de souplesse des collaborateurs qui, du fait de l'éloignement ou de contraintes professionnelles, peuvent difficilement suivre des formations classiques.
- Apporter une grande flexibilité.
- S'approprier ou approfondir des contenus à son rythme.

CONTRAINTES ET FREINS RENCONTRÉS

Les principales difficultés du blended learning reposent sur la création de parcours pédagogiques de qualité et sur des contraintes techniques et logistiques.

Les freins :

- le manque d'accompagnement des tuteurs ;
- l'appropriation par l'apprenant de l'outil technique (plateforme pédagogique) ;
- la résistance au changement : les collaborateurs ne considèrent pas le e-learning comme une "vraie" formation ;
- la gestion du temps et des priorités.

CLÉS DE RÉUSSITE

Mettre à disposition :

- un équipement informatique adapté ;
- une connexion internet de qualité ;
- un lieu pour s'isoler et un temps suffisant dédié à la formation.

Force est de constater que le e-learning ne fonctionne pas parfaitement tout seul. L'apprenant a besoin de réponses individuelles adaptées à sa situation, de synthèses et de contacts humains. Il est donc essentiel de former les animateurs au e-tutorat, composante-clé du fonctionnement des dispositifs de blended learning.

A l'ère de la formation tout au long de la vie, le "Blended Learning" s'impose aujourd'hui comme une formule moderne, dynamique, économique et efficace que ce soit dans le cadre du DIF, du plan de formation ou à titre personnel ! ■



La formation à distance offre un outil complémentaire dans l'acquisition de nouvelles compétences."

L'IFOR vous propose de vous familiariser avec ce nouveau mode d'apprentissage autour de modules métiers :

"SÉCURISER LE CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE"

Ce séminaire conçu par Franck LAMBERT permet d'acquérir ou de revisiter, via l'auto-formation, les fondamentaux du CIR, suivi d'une journée présentielle de perfectionnement à la pratique de sécurisation du CIR.

"ANGLAIS"

Ce package associant cours téléphoniques et e-learning contribue à l'acquisition d'automatismes et de vocabulaire spécifiques métier, indispensables à une gestion efficace de vos échanges professionnels avec des interlocuteurs étrangers.

Vous découvrirez le plaisir d'avancer à votre propre rythme, d'être acteur de votre parcours pédagogique.

AUTO-ENTREPRENEURS UN MARCHÉ À CONQUÉRIR

L'arrivée de ce régime a rebattu les cartes de la création d'entreprises en France. Avec sa simplicité et son 100 % internet, il correspond aux attentes actuelles et peut devenir la 1^{ère} marche vers un projet plus ambitieux. Les Experts-comptables ne peuvent ignorer ce dispositif car **de nombreux futurs clients sont aujourd'hui auto-entrepreneurs**.

L'AUTO-ENTREPRISE EN CHIFFRES

Depuis le 1^{er} janvier 2009, plus de deux millions d'entreprises ont été créées en France dont 1 146 039 avec le régime de l'auto-entreprise* (et 366 630 radiations en 3 ans**). Trois auto-entrepreneurs sur quatre n'auraient pas créé d'entreprise sans ce régime*. André Letowski, Expert en création et entrepreneuriat, indique « si la création progresse légèrement entre les premiers semestres 2011 et 2012, c'est le fait des auto-entrepreneurs (+ 8 %), alors que les autres créateurs régressent dans tous les secteurs d'activité » (juillet 2012). « En 2011, 41,6 % n'ont réalisé aucun CA si l'on prend en compte toute l'année, 30 % de 1 à 5 000 €, 10 % de 5 à 10 000 €, 10 % de 10 à 20 000 €, 4,9 % de 20 à 30 000 € et 3,6 % plus de 30 000 €. Ainsi près de 70 000 ont réalisé au moins 20 000 € de CA en 2011 » (A. Letowski – avril 2012).

Au total, en 2011, 509 786 auto-entrepreneurs ont réalisé des recettes moyennes de 9 232 €. Ils étaient, fin mai 2012, 801 838 auto-entrepreneurs actifs. 44 % (331 000) d'entre eux dégagent un CA au premier trimestre 2012.**

PERSPECTIVES POUR NOS CABINETS

Cette évolution est un indicateur fort qui doit nous interpeller sur l'importance que cette clientèle revêt pour nos cabinets. D'après une étude de l'Observatoire de l'Auto-Entrepreneur, 80 % des auto-entrepreneurs envisagent de changer de statut à court ou moyen terme (nov. 2011). A l'heure où nous voulons élargir notre clientèle, capter les auto-entrepreneurs, les aider à progresser et sortir de la précarité de ce régime constitue un sujet d'actualité. L'auto-entrepreneur n'a pas toujours conscience en se lançant dans un projet qu'il risque d'évoluer vers un statut plus "classique" avec des obligations légales, voire

qu'il y a intérêt compte-tenu de son niveau de frais.

Comment proposer des missions simultanément attirantes pour les créateurs d'entreprise en manque de conseil et rentables pour les cabinets ? Nous, Experts-comptables, devons nous positionner. Ces entreprises ont besoin de nous pour se développer, d'autant que ces missions sont valorisantes. C'est une opération gagnant-gagnant. Etre présent dès les premiers mois de création d'une entreprise et l'aider à grandir ancre d'emblée la relation avec son client dans une confiance réciproque. Aussi, à travers mon Cahier Pratique, je vous propose une offre détaillée de produits, certains étant élaborés spécifiquement pour cette clientèle tels que l'accompagnement dans le changement de régime ou la déclaration de CA.

J'ai cofondé avec Françoise Savés l'e-centre des Experts-comptables, plateforme de mise en relation favorisant la rencontre entre ces deux publics (www.ecentredesexpertscomptables.fr), il est très facile de vous y inscrire et d'être ainsi identifiable par les auto-entrepreneurs.

Les chiffres aujourd'hui sont très encourageants et ce statut laisse présager d'heureuses perspectives tant pour le développement d'un portefeuille clients que pour la création d'entreprises en France. ■



Sébastien Fernandez
auteur du cahier pratique "Auto-entrepreneurs : clients potentiels de nos cabinets"



*Source : INSEE

** Source : Communiqué Acoess du 6 juillet 2012

FIN 2011, L'IFEC A PRÉSENTÉ AUX CONSEILLERS DE L'ÉLYSÉE DEUX PROPOSITIONS POUR ACCOMPAGNER LA CROISSANCE DE L'AUTO-ENTREPRISE

PROPOSITION N°1

Suppression du délai de reprise de l'administration, sur le plan fiscal et social, pour les auto-entrepreneurs qui auront opté pour un régime réel à l'issue du diagnostic réalisé par un Expert-comptable.

PROPOSITION N°2

Déduction fiscale (de l'IR) du coût du diagnostic des conséquences du franchissement des seuils de CA, de l'option pour un régime réel, et du choix d'un nouveau statut, réalisé par un Expert-comptable, limitée à 150 €.

21 SEPTEMBRE 2012 - ROUEN

7^E SALON DE LA TRANSMISSION DE CABINETS



Florent Burtin
Président de la
section IFEC
Paris
Île-de-France

Comme chaque année, le Salon de la Transmission de Cabinets (STC) s'est tenu le troisième vendredi de septembre. Après Paris, Lyon, Avignon, Lille, **le STC 7^e du nom a eu lieu en Normandie**

Le partenariat entre Paris et la Normandie a déjà fait ses preuves, notamment lors du congrès. La grande proximité de nos deux régions permet de trouver un espace accessible aux parisiens et aux consœurs et confrères de la région ouest. Pour autant les thématiques abordées lors de plénières, des ateliers et des rencontres allaient bien au-delà de ces deux régions en faisant un tour d'horizon des thématiques de la transmission de cabinets d'expertise comptable et de commissariat aux comptes. Les participants ont pu également parcourir et trouver des annonces sur toute la France. Cet événement réunit annuellement plus de 150 personnes, sans compter les activités off du STC.

Le STC a été mis en place en 2006 à l'initiative de la section "jeunes" de l'IFEC (aujourd'hui disparue au profit des partenariats avec le CJEC et l'ANECS) qui s'étonnait du peu d'information disponible sur les opportunités d'achat de



Les relations humaines sont souvent le point essentiel d'une transmission réussie.

clientèle ou de cabinet. Cela a-t-il changé depuis ? Le STC existe toujours et son succès ne se dément pas. Le besoin d'information perdure.

A l'origine, la première piste de travail était l'organisation d'un parcours de la transmission, sous l'égide d'une charte de bonne conduite, passant par l'accompagnement du cédant dans sa démarche de présentation de cabinet, de l'audit et des outils juridiques de la cession en partenariat avec les avocats ou les chambres de commerce. Ce projet se concrétisa, avec l'aide de Lionel PEREIRA, en un salon au format novateur. Notre équipe se composait alors de Rémy BOUVIER, Christine COSTARD, Jean-Marc FLEURY, Marie-Christine LAMPERT, Thierry POLACK, Jérôme REBISCOUL et moi-même. Dès les premières années d'existence, les aspects humains de la transmission furent mis à l'honneur grâce à Nicole SAUNIER-GORMEZANO et les aspects interprofessionnels avec les avocats de l'UJA représentés par Olivier BURETH. Nous voulions permettre l'accession au marché gris de la transmission au plus grand nombre en

incitant à une large ouverture sur le management de la transition ! Depuis, chaque année a amené son lot d'innovations : la mise en place d'une bourse d'annonces sur les acquisitions ou cessions, une nouvelle orientation sur l'association, l'identification visuelle de chaque participant (vendeur, acheteur ou en recherche d'association) pour favoriser le contact, une présentation théâtralisée de la transmission, des témoignages, la création du jeu du juste prix du cabinet

en partenariat avec Interfimo, la rédaction d'un guide sur l'association...

L'équipe a encore innové cette année en organisant toute une semaine d'activités off et de rencontres autour de la transmission avec un mardi IFEC décliné nationalement sur l'association, une soirée interprofessionnelle, un dîner convivial et un apéro Pacioli. La mise en œuvre d'espaces dédiés aux speed dating professionnels et interprofessionnels est aussi une nouveauté 2012 : les rencontres rapides favorisant l'échange d'expériences sans contraintes dans l'optique de futures transmissions ou associations.



MISSION

La première étape de la transmission se concentre sur les enjeux humains, les relations entre le cédant, le repreneur, les collaborateurs, les clients. Nous nous attachons à comprendre les freins au changement, anticiper son départ, désacraliser la fin d'une activité professionnelle intense, transmettre un portefeuille de clients ou un réseau professionnel informel, etc. Ces relations humaines peuvent être déroutantes pour les professionnels du chiffre que nous sommes. Notre technicité parfois se confond avec notre management. Nous devons alors prendre du recul et accepter les conseils de consultants en ressources humaines. Le projet du repreneur doit anticiper les temps nécessaires à consacrer à la reprise technique des dossiers mais également aux entretiens avec les salariés. Ce management est souvent sous-estimé à tort, surtout dans un contexte de recrutement difficile. Bien prévoir la période de transmission permet de délimiter les actions de chacun, leurs obligations et le temps de cohabitation. **Des théories différentes sur la durée de la transition s'affrontent mais le secret réside essentiellement dans l'acceptation par le cédant de la cession et de la fin d'une époque qui débouchera sur une nouvelle vie. D'un autre côté le cessionnaire doit également accepter de faire évoluer le cabinet repris mais ne pas le révolutionner. Les relations humaines sont souvent le point essentiel d'une transmission réussie.**

Les nouveaux débats sur la valorisation du cabinet prennent leur envol au cours de confrontations de points de vue. La valorisation en fonction d'un coefficient s'oppose à la valorisation suivant la rentabilité. De nouvelles théories sur la dépatrimonialisation ou encore la perte de valeur pure et simple sont défendues par des témoins de la profession. Lors du STC, chacun peut évaluer trois cabinets, de façon ludique, suivant des critères précis. Le meilleur à ce petit jeu de juste prix remporte un week-end en relais et château offert par Interfimo.

La vision des jeunes consœurs et confrères permet de donner un peu de fraîcheur dans les habitudes ancrées de modèles de valorisation. Le CJEC est appelé à intervenir sur cette partie importante de la transmission. Nous étudions également les modèles de prix d'autres pro-

“

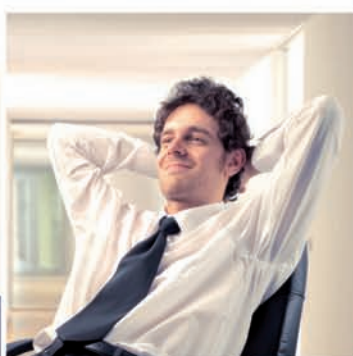
Aujourd'hui encore, le marché est favorable aux vendeurs.”

fessions libérales et mettons l'accent sur les différentes stratégies de cabinet, d'organisation et de services qui peuvent influencer sa rentabilité. La vision du banquier remet ensuite toutes les théories en perspectives et nous ramène à la

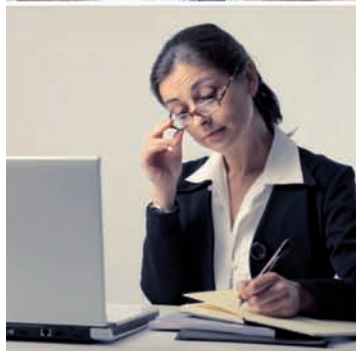
dure réalité : combien puis-je emprunter ? Combien dois-je apporter pour démontrer que le projet de cabinet est viable ? Une nouvelle étape doit être évoquée sur l'interprofessionnalité capitaliste et l'opportunité de partager son capital avec des professionnels comptables non-diplômés, voire avec des investisseurs. Ces questions seront nos réalités de demain aussi faut-il oser les affronter sans se cacher derrière nos habitudes en matière de détention de capital.

Nous sommes souvent interpellés pour savoir si nous connaissons un cabinet à vendre. Il faut savoir qu'aujourd'hui encore, le marché est favorable aux vendeurs (pour combien de temps ?). Notre meilleur conseil pour l'acheteur est de faire feu de tout bois, de dire à tous son envie d'acheter un cabinet et de le dire tout le temps, de s'adresser aux spécialistes de l'entremise et de se rappeler à leur bon souvenir régulièrement, de participer à un maximum de rencontres professionnelles pour étoffer son carnet d'adresses. En un mot, il faut faire savoir son projet pour qu'un confrère se reconnaisse dans ce projet et fasse le premier pas vers le cessionnaire. Au final, si le STC est une source d'informations, de confrontation d'idées et d'ouverture, c'est avant tout un moment de convivialité incontournable. Nous vous invitons à continuer ces échanges sur Pacioli. A l'année prochaine. ■

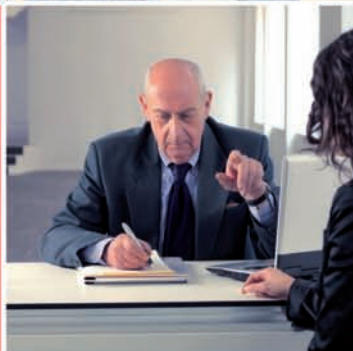
Rejoignez-les !



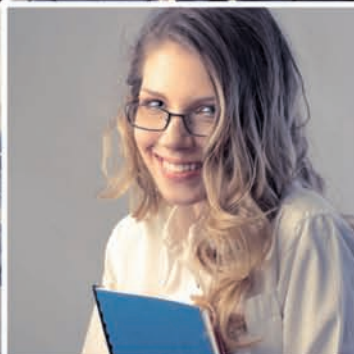
« LES COMPÉTENCES
DU FUTUR DES
COLLABORATEURS »
578 membres



« INTERPROFESSION-
NALITE : CRÉER UNE
DYNAMIQUE »
274 membres



« RESPONSABILITÉ
SOCIALE DES
ENTREPRISES
ET INNOVATIONS »
475 membres



Et les rubriques
« les annonces »,
« les posts »,
« les questions »...
qui vous invitent à
échanger.



Plus de 6000 membres
46 000 Mises en relation
300 Groupes de discussions
et 2 ans d'existence !

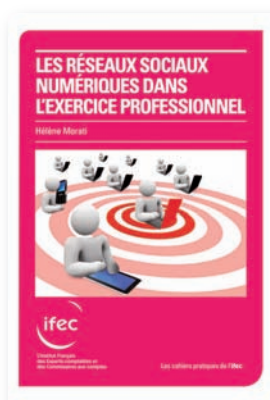


Pacioli

La profession Comptable tisse sa toile

www.pacioli.fr

RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES DANS L'EXERCICE PROFESSIONNEL : MODE D'EMPLOI



UN CAHIER PRATIQUE COMME GUIDE

L'avènement d'internet a décuplé le processus de la communication. Les réseaux sociaux en ligne fédèrent aujourd'hui un nombre considérable de personnes autour d'intérêts communs. Pour différencier son offre de services, attirer et fidéliser les jeunes talents, combattre l'isolement, faire face aux multiples difficultés techniques et professionnelles, l'Expert-comptable doit faire du développement de l'intelligence collective une priorité. À travers ce cahier pratique, je vous présente une méthodologie pour comprendre les enjeux liés à l'utilisation des réseaux sociaux numériques (RSN). Je vous accompagne dans cette démarche en vous proposant un outil pour choisir un RSN adapté à vos besoins, à vos moyens, à vos contraintes et optimisant la réalisation de vos objectifs stratégiques préalablement définis. En partageant mon expérience de l'exploitation de ces plateformes, j'offre de vous guider sur la voie d'une utilisation encadrée, respectant les codes établis de cette nouvelle forme de communication et conforme à vos objectifs. ■

vers ce cahier pratique, je vous présente une méthodologie pour comprendre les enjeux liés à l'utilisation des réseaux sociaux numériques (RSN). Je vous accompagne dans cette démarche en vous proposant un outil pour choisir un RSN adapté à vos besoins, à vos moyens, à vos contraintes et optimisant la réalisation de vos objectifs stratégiques préalablement définis. En partageant mon expérience de l'exploitation de ces plateformes, j'offre de vous guider sur la voie d'une utilisation encadrée, respectant les codes établis de cette nouvelle forme de communication et conforme à vos objectifs. ■



L'Expert-comptable doit faire du développement de l'intelligence collective une priorité.



Hélène Morati
Diplômée d'expertise comptable, auteur du cahier pratique : « *Les réseaux sociaux numériques dans l'exercice professionnel* »

LES RÉSEAUX : UN SUJET FORT DU CONGRÈS

Hélène Morati, Agathe Lefèvre-Chapron et Dominique Perier ont animé ensemble un atelier du Congrès « **Quels réseaux pour votre exercice professionnel ?** » qui a remporté un vif succès (91 % de participants « satisfaits » ou « très satisfaits ») et abordait des questions cruciales :

- Comment ces différentes catégories de réseaux peuvent-elles se compléter et contribuer au développement des cabinets ?
- Appartenance à un regroupement de cabinets : le partage est un enrichissement humain et technique.
- Utilisation des réseaux sociaux : alternative ou complément indispensable aujourd'hui ?

En abordant, dans un dialogue informel, un échange avec les participants, Hélène a pu détailler les principaux enjeux que constitue l'appartenance à un réseau sous trois angles :

- **la communication et son corollaire** : meilleure visibilité du cabinet sur la toile (référencement, etc.), feed-back et interactivité, communication sur l'offre de prestations du cabinet pour attirer de nouveaux clients, entretien d'un lien avec les clients existants afin de les fidéliser.
- **le recrutement** : présentation de l'historique du cabinet (son histoire, ses valeurs, etc.), présentation de son organigramme et de son organisation de travail interne, valorisation des collaborateurs, de leurs missions, de leurs

attributions, de leur évolution, ciblage par critère en fonction du profil recherché, du niveau d'expérience attendu, etc.

- **le partage de compétences et de l'interprofessionnalité** : outil informel et ludique de veille informationnelle, mutualisation de savoir-faire par le biais de fils de discussion sur des thèmes variés, passerelle d'entraide professionnelle, de partage d'expériences, échanges avec d'autres professions, développement de l'intelligence collective.

Le contenu des ateliers reste disponible aux adhérents sur le site de l'IFEC.

Ce choix de thème, la qualité des intervenants et des outils proposés a mis en avant la modernité de l'IFEC qui s'attache à apporter à ses membres tous les outils nécessaires pour suivre les évolutions de la profession. ■

« L'animation de l'atelier a été pour moi un réel plaisir, j'y ai rencontré des professionnels intéressés, tous âges confondus, respectueux de notre travail et avides de précisions. Ce fut un moment vivant de convivialité et de partage d'expériences, dans l'étroite lignée de PACIOLI et des réseaux sociaux. Enfin, la remise des prix APREI et la bonne humeur de Françoise Savés viennent couronner ce beau congrès. »

RENTRÉE SOCIALE



Franck
Bergeron
Responsable
juridique de
l'IFEC

SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS POUR 2012 : SUITE ET FIN ?

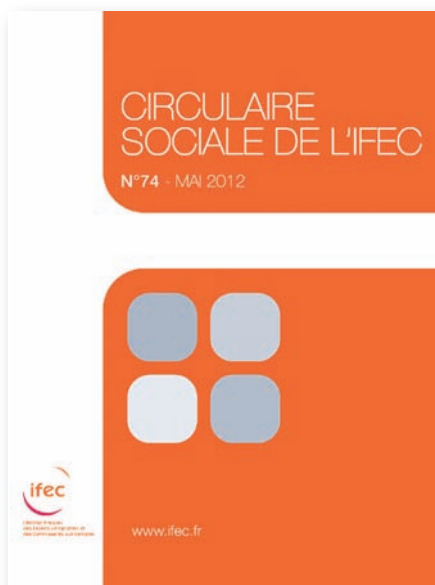
Un arrêté du 9 juillet 2012 portant extension de l'accord n° 35 sur les salaires minima applicables dans la branche des cabinets d'Experts-comptables et de Commissaires aux comptes a été publié au Journal Officiel le 18 juillet 2012. Cet accord sur les salaires, signé le 10 février 2012, est donc désormais applicable à l'ensemble des cabinets relevant de la convention collective.

La nouvelle grille des salaires est consultable dans la Circulaire sociale de l'IFEC n° 74 et est mise à la disposition des adhérents de l'IFEC sur www.ifec.fr.

Les cabinets devront, en outre, tenir compte de la récente réévaluation du SMIC.

En effet, le SMIC a été augmenté de 2 % à compter du 1^{er} juillet 2012. Cette revalorisation implique pour les cabinets de procéder à un réajustement du 1^{er} minimum conventionnel.

A noter enfin que, selon l'article L.2241-2-1 dans le Code du travail, la délégation patronale dispose d'un délai de trois mois pour prendre l'initiative d'ouvrir des négociations sur les salaires lorsque le premier minimum conventionnel devient inférieur au SMIC. Or, au cas particulier, l'expiration de ce délai et la revalorisation du coefficient 170 au-dessus du niveau du SMIC au 1^{er} octobre ont pour effet de rendre inapplicable ce dispositif de négociation obligatoire.



SUPPRESSION DES ALLÈGEMENTS SOCIAUX ATTACHÉS AUX HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET COMPLÉMENTAIRES DE TRAVAIL À COMPTER DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2012.

L'article 2 du projet de loi de finances rectificative pour 2012 adopté le 31 juillet dernier porte un coup d'arrêt significatif au dispositif introduit par la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite "loi TEPA".

L'article 1^{er} de la loi TEPA prévoyait des exonérations fiscales, des exonérations de cotisations sociales salariale et employeur, des allègements sur les bas salaires et la majoration de la rémunération des heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus.

Partant du constat que la mesure n'était pas propice au développement de l'emploi, le nouveau gouvernement a décidé :

- d'une part, d'abroger les exonérations de cotisations sociales salariales sur la rémunération des heures supplémentaires et complémentaires, pour tous les salariés, quelle que soit la taille de l'entreprise ;

- d'autre part, de limiter aux seules entreprises de moins de vingt salariés l'avantage relatif aux déductions de cotisations patronales. A ce titre, le montant de la déduction forfaitaire des cotisations patronales sera fixé par décret et devrait être maintenu à 1,50 euro par heure.

Ce nouveau dispositif sera applicable aux rémunérations perçues à raison des heures supplémentaires de travail effectuées à compter du 1^{er} septembre 2012.

L'article 2 du projet de loi prévoit toutefois que, lorsque la période de décompte du temps de travail ne correspond pas au mois calendaire et est en cours au 1^{er} septembre 2012, les articles L. 241-17 et L. 241-18 du code de la sécurité sociale dans leur rédaction en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi demeurent applicables aux rémunérations des heures supplémentaires et complémentaires de travail versées jusqu'à la fin de la période de décompte du temps de travail

en cours, et au plus tard le 31 décembre 2012.

Cela signifie que si la période annuelle de décompte du temps de travail prend fin au plus tard le 31 décembre 2012 (sur la base d'un accord de modulation ou d'un contrat de forfait heures par exemple), les rémunérations des heures supplémentaires et complémentaires bénéficieront de la réduction salariale et de la déduction patronale dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur de la LFR2 pour 2012, y compris si leur rémunération, est versée dans les premiers jours du mois de janvier 2013 (Circulaire n° DSS/5B/2012/319 du 18 août 2012). ■

REVALORISATION DU 1^{ER} MINIMUM CONVENTIONNEL DE LA GRILLE DES SALAIRES (COEF 170 - NIVEAU 5)

BASE DE LA DURÉE LÉGALE DU TRAVAIL DE 35 HEURES HEBDOMADAIRES

Minimum au 1 ^{er} avril 2012*	1418,90 € bruts/mois
Minimum au 1 ^{er} juillet 2012**	1425,67 € bruts/mois
Minimum au 1 ^{er} octobre 2012***	1425,75 € bruts/mois

* pour les cabinets adhérents IFEC, ECF ** pour tous les cabinets

*** pour tous les cabinets depuis la publication de l'arrêté d'extension de l'accord du 10 février 2012

FIDÉLISER SES COLLABORATEURS : UNE NÉCESSITÉ

DEUX CAHIERS PRATIQUES, UN OBJECTIF : FAVORISER UNE ACTIVITÉ PERENNE.

Persuadée que le capital humain est la ressource clé des cabinets, j'ai décidé de rédiger un mémoire sur le recrutement et la fidélisation des collaborateurs dans les structures de moins de 50 salariés. Après « Recruter aujourd'hui pour demain », ce 2^e cahier pratique, doté d'un CD-ROM contenant des outils directement exploitables, a pour vocation de vous aider à mieux gérer votre politique d'intégration et de fidélisation des collaborateurs. Face au déficit d'attractivité de la profession, au turn-over et aux évolutions démographiques (départs à la retraite imminents de la génération des baby-boomers), il est aujourd'hui crucial pour les dirigeants de cabinet de recruter des collabo-



rateurs et des jeunes diplômés à fort potentiel qu'il faudra former et auxquels il faudra proposer des perspectives d'évolution afin de maintenir leur implication. Il est urgent de réinstaurer la confiance et de donner à vos collaborateurs des motifs d'attachement à moyen et long terme. Leur fidélité

impacte directement le bon développement de votre structure, mais aussi son image et la qualité des prestations fournies. Il est donc aujourd'hui indispensable de fidéliser vos collaborateurs pour favoriser une activité pérenne de vos cabinets. ■



Rime Filal
Diplômée d'expertise comptable, auteur des cahiers pratiques « Recruter aujourd'hui pour demain » et « La fidélisation des collaborateurs »

LE CAPITAL HUMAIN AU CŒUR DU CONGRÈS

Rime FILAL animait avec Christine COSTARD, Présidente de la commission Sociale RH, Franck BERGERON, Responsable du service Juridique de l'IFEC et Tarik KOUDACHE, DRH In Extenso Île-de-France un atelier du Congrès intitulé : « Fidélisation : de l'obligation légale à l'obligation vitale ? » qui a massivement séduit les participants.

Ainsi, les animateurs ont analysé :

- Pourquoi fidéliser les collaborateurs ? (Qui fidéliser ? Quand et comment fidéliser ?)
- Comment fidéliser la Génération Y ?
- Qu'attendent les collaborateurs ?

Puis, ils ont développé les axes majeurs de fidélisation et se sont intéressés spécifiquement aux entretiens professionnels qui constituent un moment privilégié d'échange avec ses collaborateurs.

Une synthèse des obligations légales a posé le cadre juridique existant.

Enfin, en détaillant l'utilisation de l'entretien annuel d'un point de vue "RH" et le contenu et déroulement type d'un entretien annuel, c'est un tour d'horizon très complet qui a été réalisé.

Rappelons que selon une étude de l'OMECA (en cours de finalisation), la population des Experts-comptables indépendants est composée à 1 % de personnes de moins de 30 ans et à 53 % de personnes de plus de 50 ans.

Compte tenu de la sortie de la profession de près de la moitié des inscrits chaque année, on ne devrait compter que 13 000 Experts-comptables d'ici 10 ans (contre 19 000 aujourd'hui).

La fidélisation peut se traduire par une action de formation appropriée, destinée à faire monter le collaborateur en



« Le 26^e Congrès de l'IFEC a été mon premier : que ce soit en tant qu'Expert-comptable, en tant qu'auteur ou en tant qu'animatrice. Il m'a donné confiance quant à l'évolution de la profession et à ma place. Le prix de l'APREI que j'ai reçu a également accru ma motivation et ma volonté de m'impliquer.

Les différents thèmes abordés ainsi que les rencontres avec les intervenants et congressistes ont été très enrichissants. Lors de l'atelier, les participants ont manifesté un fort intérêt pour le sujet et étaient très demandeurs que nous approfondissions encore le sujet des entretiens annuels.

Merci à l'IFEC pour l'organisation de telles manifestations et rendez-vous en 2014 ! »

compétences dans le cadre d'une stratégie d'ensemble définie par le cabinet. A cet égard, l'entretien professionnel prévu à l'article 3 de l'accord formation du 5 avril 2007 constitue le point de départ de cette démarche de fidélisation.

Il est à noter que les cabinets bénéficient d'une formation pour la mise en œuvre des entretiens professionnels. L'OPCA assure la prise en charge de la formation des salariés chargés d'assurer la mise en œuvre de ces entretiens. L'IFOR proposera très prochainement dans son catalogue une formation dédiée à la conduite de l'entretien professionnel. ■

UNE RENTRÉE TRÈS ACTIVE



Mathieu Thiersé
Président de l'ANECS

Fidèle à ses engagements, **l'ANECS portera les couleurs des stagiaires et mémorialistes auprès de la profession et de ses décideurs** tout au long de ce dernier quadrimestre de l'année que ce soit de manière festive - challenge voile à La Rochelle ou rallye du CJEC à Bordeaux - ou de manière studieuse en animant des ateliers et conférences aux congrès de la profession comme nous avons pu le faire au mois de juillet sur le congrès IFEC.

L'atelier sur la génération Y nous a montré qu'il y avait encore beaucoup de travail pour faire évoluer les mentalités et sortir des stéréotypes. Non, les gens nés à partir de 1980 ne sont pas forcément nuls en orthographe, impertinents et incapables de se servir d'une doc papier !

Ces temps de représentation ne nous détourneront pas de notre objectif fondamental : aider les stagiaires et les mémorialistes en leur apportant des outils et des services répondant aux problématiques qui les animent. Du DSCG incomplet à l'obtention du DEC, nous continuerons à travailler pour faire avancer les choses et développer la solidarité du réseau ANECS. Notre opération « Adopte un mémorialiste.com » en est l'exemple vivant. Tout l'été nous avons soutenu les mémorialistes en phase de rédaction de leur mémoire et avons rompu l'isolement qui enveloppe celui qui rédige au mois d'août. Et nous serons également à leurs côtés au moment de la soutenance et des résultats.

Le front de l'audit sera notre 3^e priorité afin d'informer les stagiaires de l'évolution des réformes si souvent annoncées et qui, au moment où nous écrivons ces lignes, restent encore très opaques pour bon nombre d'entre nous. Nos enquêtes montrent que 73 % des stagiaires souhaitent

exercer les deux métiers. Or aujourd'hui, le flou qui entoure l'audit et ses évolutions ne semble pas aller dans ce sens. Ce sujet devrait également vous préoccuper en tant que maîtres



Mesdames et Messieurs les maîtres de stage, l'avenir de vos cabinets passe aussi par l'ANECS !

de stage car c'est la transmission de vos cabinets qui est en jeu.

Et, bien évidemment, nous continuerons à nous tourner vers de nouveaux territoires à explorer. Les groupements de cabinets indépendants représentent un riche vivier de possibilités pour les jeunes professionnels pourtant méconnu. Nos travaux avec le CGCI permettront de porter à leur connaissance les opportunités qu'ils recèlent. Notre première action avec ces cabinets a été de mettre en place une adhésion commune stagiaire/maître de stage afin que le maître de stage bénéficie des mêmes informations et services que son stagiaire et puisse, ainsi, encore mieux l'accompagner dans son stage. Alors, Mesdames et Messieurs les maîtres de stage, n'hésitez pas : l'avenir de votre cabinet passe aussi par l'ANECS ! ■

Maîtres de stage / Stagiaires Des avantages communs

- 1 * L'ANECS structure et rythme le stage de votre stagiaire (échancier personnalisé, lettre de passage à l'année supérieure, ...)
> Vous maîtrisez l'avancement de votre stagiaire. Vous avez la garantie que votre stagiaire n'est pas seul face à ses obligations
- 2 * L'ANECS favorise l'accès au DEC et à la réussite de celui-ci avec des réunions ciblées selon les besoins à chaque étape (le DEC POSSIBLE, le Coaching mémoire ...)
> Votre stagiaire est diplômé dans les temps
- 3 * L'ANECS informe sur des thèmes transversaux avec ses réunions mensuelles sur les missions sociales, l'informatique et les outils de production, mais aussi sur la communication, le marketing et les techniques de vente
> Vous disposez au sein de votre cabinet d'une compétence qui s'enrichit chaque mois pour ne pas être seul à imaginer le futur du cabinet.
- 4 * Votre stagiaire se constitue son premier réseau professionnel en participant aux réunions mensuelles
> Le cabinet enrichit et élargit son réseau

Des avantages partagés Une seule adhésion

110€ de date à date
au lieu de 208€

☐ Le cabinet

Nom du cabinet

Adresse

Complément

Code postal [][][][][]

Ville :

Contact RH

☐ Stagiaire

Nom

Prénom

E-mail

N° Tel

Entrée en stage/...../.....

☐ Maître de stage

Nom

Prénom

E-mail

N° Tel

Vous souhaitez faire adhérer plusieurs stagiaires de votre cabinet?

1^{ère} adhésion (stagiaire + maître de stage) : 110€

Adhésion supplémentaire* (stagiaire) : 50€ (au lieu de 68€)

*Merci de remplir un formulaire par adhésion supplémentaire

Envoyez ce bulletin à ANECS - 92 rue de Rivoli - 75004 PARIS
accompagné de votre règlement à l'ordre de l'ANECS



QUELLE EVOLUTION POUR LE MARCHÉ DE LA TRANSMISSION DE CABINETS ?

Vous êtes-vous projeté dans 10 ans ? Le CJEC représente les jeunes professionnels inscrits depuis moins de 5 ans. Certains d'entre nous ont fait un choix d'exercice, d'autres se posent encore la question de comment exercer mais nous avons tous conscience que nous sommes avant tout des chefs d'entreprise. Le Club nous permet de renforcer nos compétences sur les domaines marketing, commerciaux ou plus récemment informatique avec le guide du CJEC. Ces outils, formations, nous les produisons en mutualisant les compétences que certains d'entre nous ont développées et mettent à disposition de leurs confrères. Avec 1 400 adhérents, le Club est aujourd'hui un vivier de compétences riche de sa diversité et de sa présence dans les 22 régions ordinales.

Cette richesse, nous avons le souhait de la partager avec toute la profession au travers de la bourse du travail collaboratif. C'est pour vous l'occasion de solliciter ponctuellement des ressources non disponibles au cabinet, mais aussi de découvrir de jeunes professionnels qui pourront peut-être se transformer en associé ou repreneur. Nous accompagnons nos clients et les alertons qu'une transmission demande du temps, et nous pour nos cabinets ?

Lorsque l'on analyse la pyramide des âges de notre population, un nombre important d'entre vous arrêtera dans 10 ans. Vous pourrez alors transmettre à un confrère que vous avez découvert au travers de la bourse et avec qui vous avez fait un bout de chemin ou choisir de maximiser la réalisation patrimoniale... à condition que le marché de la transmission ne se transforme pas en bulle... De nombreux jeunes diplômés font le choix de la création avec, comme préalable, une réflexion stratégique, une analyse marketing et une stratégie commerciale. Si l'on combine la nécessité de faire évoluer les cabinets au mouvement de

Plénière du Congrès de l'IFEC sur l'attractivité de la profession :

(de gauche à droite) Charles-René Tandé, Président de l'IFOR, Boris Sauvage, Président du CJEC, Mathieu Thiersé, Président de l'ANECS, Pierre Dumollard, Président de l'APFC et Thierry Onno, Rapporteur Général.

création des dernières années et à la difficulté d'acquérir une clientèle, on peut se poser la question de l'évolution du marché de la transmission de cabinets. Pour certaines structures, la croissance externe est parfois devenue le seul relais de croissance et si aujourd'hui ils tirent les prix vers le haut, qu'en sera-t-il dans 10 ans ? Comment se fixera le prix d'une clientèle si le nombre d'acheteurs diminue, si la création reste le moyen le plus accessible de s'installer ? Certes, nous ne pouvons pas exercer seul, notre métier est devenu trop complexe et nous ne pouvons pas maîtriser toutes les disciplines que nous devons combiner mais un jeune Expert-comptable qui crée aujourd'hui est loin d'être seul car il échange avec ses 1400 confrères aux compétences multiples... Dans l'esprit des jeunes qui s'installent, pour 3/4 d'entre eux, être Expert-comptable c'est également être Commissaire aux comptes. C'est seulement au terme des 3 premières années qu'un nombre important abandonne ce métier qu'ils n'ont pu exercer. Ce constat reste inquiétant si l'on garde en tête que la meilleure solution pour diminuer une population est d'en limiter son renouvellement...

Quel renouvellement ? Quel marché de la transmission dans 10 ans ? Comment ne pas abandonner le métier de CAC ? Pour relever ces défis qui attendent notre profession, au CJEC nous misons sur les échanges entre générations au travers de nos rencontres et de la bourse de travail collaboratif. Vous y trouverez de jeunes confrères ouverts à toute collaboration avec vous, probablement la solution à une difficulté ponctuelle et peut-être une solution à 10 ans... ■



Boris Sauvage
Président du
CJEC



Nous avons conscience que nous sommes avant tout des chefs d'entreprise "

MODALITÉS DES ÉLECTIONS À L'ORDRE ET À LA COMPAGNIE

A L'AUTOMNE 2012, vous allez être sollicités pour élire vos représentants aux institutions professionnelles de votre région : le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-comptables et la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes. Comment sont élus les conseillers régionaux de l'Ordre ? Quelles sont les conditions pour être électeur à la CRCC ? Le vote électronique est-il obligatoire ? Puis-je donner une procuration ?

Si vous cherchez la réponse à ces questions, consultez notre tableau synthétique sur les modalités :

	Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables	Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
Electeurs	Personnes physiques inscrites à titre principal dans la circonscription. Un seul droit de vote par personne. Etre inscrit au moins 3 mois avant les élections au CRO. Etre à jour de ses cotisations ordinaires.	Personnes physiques inscrites à la Compagnie régionale. Etre à jour de ses cotisations professionnelles.
Pour être éligible	Etre électeur. Pas de sanctions disciplinaires. Pas plus de 2 mandats consécutifs dans le CRO.	Etre électeur. Signer au moins un mandat directement ou comme représentant d'une personne morale. Pas plus de 2 mandats consécutifs.
Durée du mandat des élus	4 ans.	4 ans.
Renouvellement	En totalité tous les 4 ans.	Par moitié tous les 2 ans.
Durée du mandat du Président	Elu par les conseillers pour 2 ans. Maximum 4 années consécutives.	Elu par les conseillers pour 2 ans. Maximum 4 années consécutives.
Mode de scrutin	Scrutin de liste (sauf moins de 200) à un tour Pas d'ajout ni de suppression de nom sur la liste. Pas de modification de l'ordre des noms sur la liste.	Scrutin uninominal à deux tours même si des candidats sont présentés sur des listes. Possibilité de se désister entre le 1 ^{er} et le 2 ^e tour.
Répartition des sièges	La liste en tête reçoit 25 % des sièges. Puis répartition proportionnelle à la plus forte moyenne entre les listes ayant obtenu au moins 15 % des voix.	Au 1 ^{er} tour majorité absolue des suffrages sur un nom pour être élu, dans la limite du nombre de sièges à pourvoir. Organisation d'un 2 ^e tour si tous les sièges ne sont pas pourvus après le 1 ^{er} tour. A égalité de voix entre deux personnes, la plus âgée est élue.
Modalités de vote	Vote électronique obligatoire pour 2012.	Le matériel de vote est envoyé 2 semaines avant chaque tour. Vote par correspondance ou vote électronique.
Possibilité de procuration	NON.	NON.
Calendrier du vote	Du 7/11/12 au 26/11/12 - 0h00	1 ^{er} tour du 22/09/12 au 08/10/12 à 12h 2 ^e tour du 25/10/12 au 09/11/12 à 12h

Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-comptables

Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes

Composition

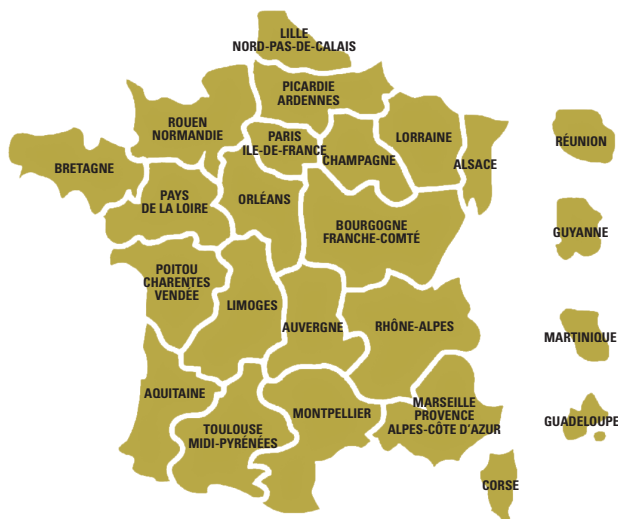
Il se compose actuellement de :
- 44 membres élus pour 4 ans au suffrage indirect par les conseillers régionaux,
- 23 Présidents de conseils régionaux.
Le nombre de voix de chaque conseiller régional dépend du nombre de membres de l'Ordre de sa circonscription, avec un maximum de 20 voix.
67 membres.

Chaque compagnie régionale élit en son sein des délégués au Conseil National pour 4 ans, renouvelables par moitié tous les 2 ans. Le nombre de délégués varie en fonction de la taille de la CRCC.

91 membres.

LE BLOG ELECTIONS 2012 DE L'IFEC
WWW.IFEC2012.FR

LES 23 CONSEILS RÉGIONAUX



LES 33 COMPAGNIES RÉGIONALES



Ce blog est consacré à nos élections professionnelles qui se déroulent de septembre 2012 à février 2013 ; leur importance est capitale tant les enjeux sont élevés, sur fond de changement profond de paradigme.

C'est un espace de discussion et de débat autour de l'actualité de la profession comptable.

Il a été conçu avec l'envie de décrypter l'évolution de nos métiers et de vous aider à comprendre les prises de position de l'IFEG.

Cet outil d'échange vous aidera à approfondir votre compréhension des questions politiques et à saisir l'importance des élections pour lesquelles vous serez sollicités durant toutes ces semaines.

Nous vous invitons à vous y exprimer librement car nous avons besoin de recueillir votre opinion.

Vous y trouverez, entre autres :

- Nos programmes nationaux et régionaux pour la prochaine mandature à la Compagnie des Commissaires aux comptes et à l'Ordre des Experts-comptables,
- La présentation de tous nos candidats.

Notre intention est de mener une campagne pour des idées, et non contre des personnes, pour promouvoir l'engagement de la Profession Comptable au service du développement des entreprises et de la cohésion économique et sociale et pour affirmer notre attachement à la Responsabilité Sociétale des Organisations.

Nos candidats sont déterminés à agir pour une profession ambitieuse.

Rejoignez-nous sur **www.ifec2012.fr** et entrons dans l'action ! ■

2012 : DES ELECTIONS MAJEURES !

ATTENTION 
POUR LA 1^{ÈRE} FOIS, LE VOTE
ÉLECTRONIQUE EST LE SEUL
POSSIBLE POUR LES GRO



Cette année les élections seront réalisées **exclusivement** par voie électronique.

Chaque électeur recevra **par voie électronique** le matériel de vote entre le **07/11/12 et le 12/11/12**.

Le matériel contient :

- Un avis indiquant le nombre de membres à élire, les horaires d'ouverture du site de vote, ainsi que l'heure de dépouillement du scrutin,
- Une copie du règlement intérieur,
- La déclaration de candidature de chaque liste ou de chaque candidat,
- Les codes secrets à usage unique, l'adresse du site dédié au vote et les instructions de vote,
- L'information de la possibilité de vote électronique directement au siège du CRO ainsi que les horaires d'ouverture.

L'URL utilisé pour la page d'accueil du site de vote sera sous la forme :

www.jevote.experts-comptables.org



Nadine de Lhopital
Responsable de
l'animation
Régionale
de l'IFEC

EN RÉGION : LES ÉVÉNEMENTS DE PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

LES RENCONTRES DE L'IFEC PRÉCÉDÉES DE L'AG DE LA SECTION

Le Jeudi 19 septembre 2012, c'est d'une façon bien originale que la section IFEC Paris-Île-de-France, présidée par Florent BURTIN, a organisé LES RENCONTRES DE L'IFEC précédées de l'Assemblée Générale de la section, en présence de Françoise SAVÉS, Présidente de l'IFEC national. Sur un vaporetto vénitien amarré sur les quais de la Seine, dans le 7^e arrondissement de Paris, les invités ont pu assister aux conférences dans un décor fort agréable, avant le cocktail et la soirée dansante, où les conjoints étaient conviés. Une escapade à Venise le temps d'une soirée, rien de tel pour créer ou resserrer les liens d'amitiés entre les membres ! ■



COCKTAIL SUIVI D'UNE SOIRÉE CINÉMA EXCEPTIONNELLE

Le Mercredi 12 septembre 2012, au Club de l'Etoile, dans le 17^e arrondissement de Paris, la section IFEC Paris-Île-de-France a convié les consœurs et les confrères accompagnés de leur conjoint(e), à un cocktail suivi d'une soirée cinéma exceptionnelle : en avant-première, la projection du film « Les saveurs du Palais », avec les acteurs Catherine FROT, Jean d'ORMESSON et Hippolyte GIRARDOT.



LES APEROS PACIOLI



Les Apéros Pacioli vont bon train à Paris : le mercredi 25 juillet, Philippe BONNIN a reçu dans ses locaux GVA, situés dans le 16^e arrondissement de Paris, les membres de la profession comptable du réseau social Pacioli, pour un apéro convivial. Et pour fêter la rentrée, Denis BARBAROSSA a organisé à son tour, le 13^e Apéro Pacioli dans les nouveaux locaux de son cabinet ACCOMPLYS, également situés dans le 16^e arrondissement. Le principe de ces apéros : chacun apporte une bouteille ou quelque chose à grignoter !

Avec Pacioli, 1^{er} réseau social de la profession Comptable, les membres peuvent non seulement rechercher des contacts ayant développé des compétences très spécifiques, qui exercent dans certaines typologies de structures... mais ils peuvent aussi retrouver des consœurs et confrères ou des anciens camarades de promotion. L'inscription est gratuite. <http://www.pacioli.fr> ■

LA RENTRÉE



LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le 4 Septembre, la section IFEC Languedoc-Roussillon, présidée par Philippe LAMOUROUX, a joint l'utile à l'agréable pour fêter tous ensemble la Rentrée 2012. L'UTILE par une réunion de travail à l'Hôtel Mercure de la Grande-Motte, qui a permis non seulement de "sonner l'heure de la rentrée" mais surtout de "donner le signal de départ", de nos campagnes électorales. Devant le Conseil de Gestion, devant les membres actuels de nos institutions régionales (CROEC de Montpellier, CRCC de Nîmes et Montpellier) et devant nos candidats aux prochaines élections, Charles-René TANDÉ a développé le programme électoral national, suivi de Catherine DUMONT pour le programme régional et de Philippe LAMOUROUX pour un exposé sur les modalités pratiques des campagnes.

L'AGREABLE par un cocktail-dînatoire sur le Catamaran "LA PROVIDENCE" en baie d'Aigues-

Mortes pour fêter autour d'une coupe de champagne les 50 ans de l'IFEC et permettre à tout le monde de se rencontrer et de se « souder » pour les échéances à venir.

Les 5, 13 et 26 Septembre, trois Mardi de l'IFEC homologués, à Rodez, Narbonne et Montpellier, sur le commissariat aux comptes ont été organisés par la section sur le thème "RELATIONS CAC / EC dans les PME" de manière à intéresser nos deux professions.

Le 14 Septembre, la section IFEC recevait à Perpignan le Procureur de la République pour débattre lors d'un petit-déjeuner des relations entre les CAC et le Parquet. ■

NORMANDIE

Thierry ONNO, Président, et les membres du Conseil de Gestion de la section IFEC Normandie, ont eu le plaisir de convier les consœurs et les confrères de la région Normandie, le mardi 11 septembre 2012 à Rouen à deux réunions d'information et d'échanges sur les thèmes suivants :

■ « La Nouvelle loi fiscale : Quelles opportunités à saisir et quelles stratégies fiscales à conseiller à nos clients ? »

■ « Comment réussir son contrôle qualité en commissariat aux comptes ? ».

Une autre date est prévue le 2 octobre 2012 à Caen.

Compte tenu des inquiétudes des entreprises dans le nouveau paysage politico-économique, l'Expert-comptable doit rassurer et être présent en matière de conseil auprès de ses clients. Cette réunion a été animée notamment par Expert et Finances et a permis de recenser quelles actions étaient envisageables avant la fin de l'année civile pour notre clientèle.

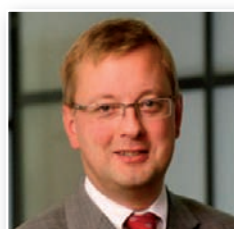
La deuxième réunion portait sur le contrôle qualité. Chaque confrère est aujourd'hui convaincu du « bien fait » du contrôle qualité en commissariat aux comptes. Cependant dans la pratique des axes de progrès et d'effort doivent être poursuivis afin de garantir notamment aux régulateurs économiques que notre profession apparait naturellement comme l'acteur incontournable de la garantie de l'information financière. N'oublions pas que l'avenir de notre profession en dépend. Cette réunion a permis de recenser les bonnes pratiques professionnelles à mettre en œuvre dans nos cabinets.

Ces deux réunions se sont succédées dans le format d'un après-midi de travail en Haute Normandie puis en Basse Normandie ; permettant ainsi à nos confrères une meilleure gestion de leur temps de travail et un respect de l'environnement. ■



NORD-PAS-DE-CALAIS

Le Mardi 11 Septembre 2012, à Lesquin, la section IFEC Nord-Pas-de-Calais, présidée par Jean-François VANNESTE, a organisé avec succès, une conférence CAC homologuée sur le thème suivant : "L'AUDIT DU CYCLE SOCIAL". Cette réunion fut animée par Alexandre HERBEAU, Commissaire aux comptes, formateur à la CNCC et conseiller prud'homal. Le Mardi 9 octobre, un Mardi de l'IFEC sur le thème du Commissariat aux apports et à la Fusion, animé par Lionel ESCAFFRE, Commissaire aux comptes à Paris, Professeur associé à l'Université d'Angers et Membre de la commission des études comptables à la CNCC, aura lieu au Château de Tilques, un domaine appartenant à la famille Durand, les fondateurs des Cristalleries d'Arques. ■



Jean-François Vanneste
Président de la section IFEC
Nord-Pas-de-Calais

Le Groupe Mornay sera présent
au **67^e congrès de l'Ordre des Experts-Comptables**,
les 3, 4 et 5 octobre 2012, à la Cité du Conseil - **stand C02**

Offres Prévoyance du Groupe Mornay pour les experts-comptables.



Des solutions sur mesure pour la bonne
assurance des experts-comptables
et de leurs clients TPE Chefs d'Entreprise.

www.groupemornay.com


GROUPE
MORNAY

L'ASSOCIATION AFRO-CARIBÉENNE DES PROFESSIONNELS DE LA COMPTABILITÉ ET DE L'AUDIT : A TERME, UN PONT ENTRE LES PROFESSIONNELS DE TOUS LES CONTINENTS

L'Association Afro-Caribéenne des Professionnels de la Comptabilité et de l'Audit (2ACPCA) est une association loi 1901, ouverte à tous les professionnels et étudiants de la Comptabilité et de l'Audit.

L'Association a pour but de :

- Assister, conseiller et promouvoir l'insertion professionnelle de ses membres.
- Accompagner les étudiants dans leur cursus.
- Développer les intérêts des membres afro-caribéens pour les métiers de l'audit et de la comptabilité.
- Défendre les intérêts de ses membres auprès des instances professionnelles et des gouvernements en France et à l'étranger et renforcer les relations avec les institutions.
- Rompre l'isolement des professionnels dans l'exercice de leur métier en développant un réseau professionnel durable basé sur la solidarité, le coaching, l'encadrement et l'intégration de ses membres à travers le monde.
- Développer des partenariats professionnels et interprofessionnels.

Pourquoi avoir créé cette association ?

Constatant l'intérêt croissant que manifestent les jeunes pour les métiers de l'audit et de l'expertise comptable, un groupe de professionnels afro-caribéens s'est réuni autour d'un projet ambitieux visant, une fois installé, à développer un réseau durable. Cela permettait, notamment, de répondre au manque de représentativité et d'implication active des africains et des antillais au sein de la profession. Un autre objectif est d'aider ceux qui veulent retourner exercer dans leur pays d'origine à bien se préparer pour affronter le terrain.

Dès 2009 des rencontres informelles se sont tenues pour structurer ce besoin. L'année 2010 a été une année de réflexion et de construction et l'année 2011 est celle de la création effective de l'association.

Pouvez-vous nous parler des différentes actions menées par la 2ACPCA ?

Nous avons lancé notre site internet pour faciliter les échanges et permettre la création d'une bibliothèque de cv et la proposition d'offres d'emploi et de stage.

Vis-à-vis des étudiants, l'Association :

- Les encourage à la réussite de leurs examens,
- Les motive à faire le stage et, le cas échéant, les aide à le trouver.

Vis-à-vis des stagiaires, l'Association :

- Leur permet de rompre l'isolement,
- Les accompagne tout au long du stage (assistance à la rédaction des rapports, conseils pour faire évoluer leurs compétences, etc.),
- Les soutient lors de la préparation de l'examen final (coaching mémoire, entraide, etc.).

Quelles sont les difficultés rencontrées ?

La recherche de financement extérieur pour accompagner le développement de l'Association ;
La sensibilisation des instances professionnelles pour faciliter notre appartenance dans la communauté des défenseurs de la profession.



Hilaire
Tcheuchou
Président de
2ACPCA



La 2ACPCA a été créée pour développer un réseau durable

Quelques mots sur les projets et perspectives d'avenir pour l'Association ?

Plusieurs projets sont en cours, notamment :

- La mise à disposition d'une base documentaire riche et actualisée,
- Des partenariats futurs à développer,
- La sensibilisation des cadres

dirigeants des institutions de la profession,

- L'évolution de notre site internet pour qu'il devienne plus qu'un lieu d'échanges,
- Faciliter le recrutement aux chefs d'entreprise souhaitant développer de nouveaux marchés en Afrique et aux Caraïbes. ■

Rejoignez-nous sur
<http://www.2acpca.com>



VOUS ÊTES INTÉRESSÉ ?

Nous organisons des réunions d'informations techniques chaque troisième samedi des mois impairs de 14 h à 18 h à la Maison des Associations :
5 bis rue du Louvre, 75001 Paris.

LE RESEAU EXPERTS FRANCE-MAGHREB : LE TRAIT D'UNION DES PROFESSIONNELS DES DEUX RIVES DE LA MEDITERRANEE



Alexandre
Touami

Président
du Réseau Experts
France Maghreb

Le Réseau Experts France-Maghreb (REFM) est une association loi 1901, créée le 12 décembre 2002 à Paris, par des Experts-comptables d'origine maghrébine. Il est ouvert aux professionnels de la comptabilité, Experts-comptables et Commissaires aux comptes, des deux rives de la Méditerranée, maghrébins ou français, de toute conviction, quel que soit leur mode et leur lieu d'exercice.

Aujourd'hui, plus de 120 stagiaires effectuent leur stage au Maroc en préparant leur Diplôme d'Expertise Comptable français et plus de 40 en Tunisie et Algérie. En partenariat avec l'INTEC, quatre centres de formation ont été ouverts (Tunisie, Maroc et deux en Algérie).

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION SONT :

- La promotion et le développement des relations entre ses membres en favorisant la synergie et la capitalisation des savoirs,
 - La défense des intérêts de ses membres,
 - L'aide aux jeunes Experts-comptables en leur apportant un soutien lors du démarrage de leur activité,
 - Renforcer les relations Franco-Maghrébine, en favorisant les rencontres bilatérales et intermaghrébines entre professionnels pour améliorer l'accompagnement des chefs d'entreprise désireux d'investir au Maghreb.
- En France, des formations pour nos membres sont or-

ganisées afin de les aider à relever les défis d'un environnement socio-économique en pleine mutation.

L'association compte aujourd'hui près de 400 membres actifs en France et dans les pays du Maghreb, avec une forte concentration en Île-de-France.

Depuis sa création, elle a établi des relations privilégiées avec les institutions ordinales françaises et maghrébines, les ambassadeurs des principaux pays du Maghreb et des universitaires de haut rang, tels Joëlle LE VOUREC'H et Alain BURLAUD, diplômés d'expertise comptable et Professeurs d'universités.

En développant les échanges d'informations, l'organisation de formations et de séminaires entre les professionnels des deux rives, les membres du Réseau Experts France Maghreb ont participé directement à la création d'entités économiques au Maroc, en Algérie et en Tunisie avec, à la clé, plus de 15.000 emplois, particulièrement dans les secteurs de l'industrie, du BTP et des nouvelles technologies.

UN RÉSEAU TOURNE VERS L'AVENIR

A l'heure où les grands ensembles consolident leurs relations historiques avec les pays amis, les relations intermaghrébines et les rapports entre la France et le Maghreb sont une chance pour consolider définitivement la paix, la fraternité et le développement commun.

Les résultats obtenus au cours des dernières années par le REFM démontrent sa capacité à développer des centres de profit en France et dans les pays du Maghreb.

Les Experts-comptables et les Commissaires aux comptes membres apportent, à travers leurs valeurs d'éthique, de confiance et d'excellence, une richesse au service du développement des entreprises et de l'emploi dans un monde fortement perturbé et paradoxalement ouvert.

Le diplôme d'Expert-comptable français est un véritable trait d'union entre les professionnels que nous soyons à Cotonou, à Paris, à Alger, à Marseille, à Tunis ou à Rabat. En septembre, notre priorité sera la mise en place d'actions d'information et de communication ciblées en direction des jeunes confrères et des Experts-comptables stagiaires. ■

10^e anniversaire de REFM : Françoise Savés, Nora Louchène, Alexandre Touami, Président du Réseau, et les deux Présidents fondateurs Ali Mazouz et Arezki Mahiout.



LE 10^E ANNIVERSAIRE DE REFM qui s'est déroulé dans les Salons Vianey a réuni plus de 300 personnes. A cette occasion, Françoise SAVÉS a reçu le trophée honorifique REFM de Nora LOUCHÈNE, membre du Réseau en présence du Président du Réseau Alexandre TOUAMI et des deux Présidents fondateurs Ali MAZOUZ et Arezki MAHIOUT.

ALGÉRIE, TUNISIE, FRANCE : CONSTRUIRE DEMAIN AVEC NOTRE HISTOIRE COMMUNE

Dans le cadre des travaux de la section statutaire internationale de l'IFEC, **Françoise Savès** a souhaité se rendre dans les pays du Maghreb pour développer la coopération entre l'Institut et les associations ou syndicats des consœurs et confrères locaux. Elle avait dans ses valises l'IFEC Mag, bien sûr, mais aussi d'autres outils produits par l'IFEC.

C'est avec émotion que Françoise SAVÈS s'est rendue successivement en Algérie et en Tunisie afin de consolider les liens chargés d'histoire existants entre nos pays dans la continuité de l'action entreprise par le Réseau Experts France Maghreb. L'étape algérienne fut particulièrement chargée de sens du fait du double cinquantenaire : celui de l'indépendance coïncidant avec celui de l'IFEC. Cette visite était la première d'un président en exercice d'une instance nationale.

Ayant atterri à Alger pour rencontrer plusieurs dirigeants des hautes instances, ils ont échangé ensemble sur les sujets majeurs qui lient nos deux pays. L'Ordre des Experts-comptables algérien était représenté par son Président Akli TOUDERT, son Trésorier, Zoheir BENHABILES, et l'un de ses membres Abdesselam MEDJOUBI ; la Chambre Nationale des Commissaires aux comptes était présente via Hafida BOUNEFRAAT, sa Secrétaire générale et un de ses membres Mourad EL BESSELI et l'Organisation des Comptables Agréés participait également grâce à son Président, Hocine BOUCHIBANE et à son Trésorier, Hamid TOUAMI. La réunion de travail au cours de laquelle les grands axes de l'actualité comptable des deux pays ont été abordés s'est déroulée à l'Ecole Préparatoire en Sciences Economiques Commerciales et Sciences de Gestion de Draria en présence de son directeur Saadoun BOUKEBBOUS et a renforcé les liens très forts existants naturellement entre consœurs et confrères qui ont des préoccupations communes.



En Algérie : Hocine Bouchibane Président de l'Organisation des Comptables Agréés, Cherif Bourenane Président de la Chambre Nationale des Commissaires aux comptes, Akli Toudert Président de l'Ordre des Experts-comptables



Visite de Françoise Savès en Tunisie et en Algérie (photo de gauche)

En Tunisie, Françoise SAVÈS a pu s'exprimer sur le projet d'un programme de coopération liant nos deux pays formalisé par une convention. Celle-ci est constituée de plusieurs thèmes, notamment la formation (initiale, le stage, la formation continue), l'aide à la mise en place d'un contrôle qualité, l'échange d'informations et l'application de ladite convention.

L'ensemble de ces mesures serviront à lutter contre les grands fléaux de la profession dont l'exercice illégal du métier ou le blanchiment, et optimiser la qualité d'une profession dans un univers en constante évolution. Enfin, cette union a vocation à inscrire cette action collective dans la durée.

En multipliant les échanges, la toile de la confraternité se tisse entre la France et le Maghreb avec l'objectif d'une union des comptables, au service du renforcement du tissu économique. Pour asseoir cette amitié, une délégation provenant du Maghreb (Algérie, Tunisie et Maroc) était présente lors du Congrès pour célébrer aux côtés de la Présidente et des adhérents ce très joyeux cinquantenaire. ■



CARNET



André-Paul BAHUON, Président d'Honneur de l'IFEC et du CRO Paris Île-de-France a reçu les insignes de Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur des mains de René RICOL, Président d'Honneur de l'IFAC, de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes et du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-comptables, le 19 juin dernier.



Yves FOUCHET, Président de la CCI Versailles Val-d'Oise / Yvelines, Président de la CRCI Paris – Île-de-France, a reçu les insignes de Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur de Valérie PECRESSE, Députée, ancien Ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État et de Bruno BOUNIOL, Président de la délégation des Yvelines de la CCIV.



Nicole CALVINHAC, Présidente du CRO de Toulouse Midi-Pyrénées a reçu les insignes de Chevalier de l'Ordre National du Mérite d'Agnès BRICARD, Présidente du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-comptables, le 6 septembre 2012.

UN NOUVEAU PRÉSIDENT DE SECTION IFEC ORLÉANS !



Nous félicitons Olivier NIOCHE, Associé du Groupe d'Audit et d'Expertise Conseil Grant Thornton, qui est devenu le 11 juillet dernier le nouveau Président de la section IFEC Orléans.

Olivier NIOCHE

Parcours :

- Diplôme d'Expertise Comptable – Commissaire aux comptes (1996) ;
- Entré en 1990 comme stagiaire au sein du cabinet Grant Thornton au bureau d'Orléans ;
- En 1996 Directeur du bureau de Chartres ;
- En 2002 Directeur des bureaux de Chartres et d'Orléans ;
- En 2010 Directeur Régional des bureaux Orléans Tours Chartres.

Expérience professionnelle :

Intervient sur le secteur des ECP EIP – Filiales de sociétés étrangères – Secteur public – Associatif.

Activités au sein des instances régionales :

- Vice-président du CRO d'Orléans depuis 2008 ;
- Président de la commission contrôle qualité de 2004 à 2008 ;
- Président de la commission communication 2008 à 2012.



Vous avez besoin de recruter pour votre cabinet ?

Vous souhaitez réaliser de nouvelles missions pour vos clients ?

- +¹ Nous recrutons **pour vous**
- +² Nous recrutons **pour vos clients**
- +³ Nous recrutons **en partenariat** avec vous
- +⁴ Nous construisons **sur le long terme** à vos côtés
- +⁵ Vous **renforcez** votre contact client



www.madrh.com, recrutement@madrh.com, 01 72 42 01 84, Entrez dans la dynamique MaDRH

**AVEC LA MUTUELLE
SANTÉ MACIF**

**BÉNÉFICIEZ DES GARANTIES
LES PLUS UTILES
AU PRIX LE PLUS JUSTE**



Le contrat Pleine santé Macif est un contrat collectif souscrit par la Macif et assuré par Macif-Mutualité ou SMIP, mutuelles régies par le Livre II du Code de la mutualité et adhérentes à la Mutualité Française.

MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances.
Siège social : 2-4, rue Pied-de-Fond - 79000 Niort.



**LA SOLIDARITÉ
EST UNE FORCE**

Experts-comptables, avec Gan, évitez à vos clients les embûches de la création d'entreprise.



Gan Assurances - SA au capital de 109 817 739 € - Entreprise régie par le Code des Assurances - 88, rue d'Alsace 75008 Paris - 542 063 797 RCS Paris.

Solutions Création d'Entreprise

Assurance des biens et de l'activité professionnelle, protection sociale...
Depuis plus de 60 ans, Gan Assurances accompagne les créateurs
d'entreprises et les aide à faire les bons choix en optimisant leur protection
selon leur budget.

Assuré d'avancer



Contactez-nous sur www.ganassurances.fr